

Publications périodiques

Comptes annuels

AXA BANK EUROPE SCF

Société Anonyme au capital de 131 095 200 €

Siège social : 203/205, rue Carnot, Fontenay-sous-Bois – 94138 Cedex France
525 010 880 R.C.S. Créteil**Documents comptables annuels approuvés par l'AG mixte du 24 avril 2018****I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques Centrales	211 916	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	154 747	119 350
A vue	154 747	109 350
A terme	0	9 999
Créances sur la clientèle	5 506 794	-
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	5 504 304	-
Valeurs non imputées	2 490	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	975 517	4 673 192
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Prêts Subordonnés	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	7	15
Immobilisations corporelles	-	-
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Comptes de négociation et de règlement	-	-
Autres actifs	3 189	223
Comptes de régularisation	30 420	35 224
Total de l'actif	6 882 591	4 828 003
Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques Centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	877 843	429 491
A vue	-	-
A terme	877 843	429 491
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Autres sommes dues à la clientèle	332	-
Dettes représentées par un titre	5 666 770	4 175 297
Obligations	5 666 770	4 175 297
Autres dettes	-	-
Autres passifs	67 675	93 110
Comptes de régularisation	5 047	3 336
Comptes de négociation et de règlement	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes subordonnées	125 954	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres	-	-
Capital souscrit	111 095	111 095
Primes d'émission, de fusion	-	-
Réserves	1 484	742
Report à nouveau (+/-)	14 189	86
Résultat de l'exercice (+/-)	12 203	14 844
Résultat en instance d'affectation (+/-)	-	-
Total du passif	6 882 591	4 828 003

Hors-bilan

Engagements donnés	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de Garantie		
Cautions, avals et autres garanties	-	-
Garanties d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-
Engagements reçus	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	1 053 458	728 077
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de Garantie		
Cautions, avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit	1 284 284	500 112
Garanties reçues de la clientèle	6 224 662	-
Engagements sur titres		-
Titres à livrer	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	31/12/2017	31/12/2016
Engagements sur instruments financiers à terme		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	8 807 500	3 000 000
Opérations sur instruments de cours de change	-	-
Opérations sur autres instruments	-	-
Autres engagements		
Engagements donnés	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements douteux	-	-

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	133 772	127 955
Intérêts et charges assimilées	-90 006	-97 485
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	22	-
Commissions (charges)	-22 215	-4 375
Gains ou Pertes sur Opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou Pertes sur Opérations des portefeuilles de placement et assimilées	-	-
Autres produits d'exploitation Bancaire	382	16
Autres charges d'exploitation bancaire	-289	-827
Produit net bancaire	21 667	25 284
Produits et charges d'exploitation	-4 948	-2 876
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-8	-5
Résultat brut d'exploitation	16 711	22 403
Coût du Risque	-201	-
Résultat d'exploitation	16 509	22 403
Gains ou Pertes sur actifs immobilisés	-	-
Résultat courant avant d'impôt	16 509	22 403
Résultat exceptionnel	473	-
Impôt sur les bénéfices	-4 780	-7 559
Dotations/Reprises de FRBG et Provisions réglementés	-	-
Résultat net	12 203	14 844

III. – Annexe

Note 1. – Faits marquants, principes et méthodes comptables

Les sociétés de crédit foncier sont des établissements de crédit, agréés en qualité de société financière par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Les comptes individuels d'AXA Bank Europe SCF (« ABE SCF ») sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La Société a pour objet exclusif, tant en France qu'à l'étranger, l'exercice des activités et opérations définies ci-après :

- opérations de crédit et opérations assimilées dans les conditions prévues par la réglementation sur les sociétés de crédit foncier et dans la limite de l'agrément de la Société ;
- opérations de financement dans les conditions prévues par la réglementation sur les sociétés de crédit foncier au moyen de l'émission d'obligations foncières ou de tout autre emprunt ;
- et toute activité connexe expressément autorisée par les textes sur les sociétés de crédit foncier, pour les besoins de la réalisation de son objet social exclusif.

Faits marquants

Prêts immobiliers

AXA Bank Europe SCF a bénéficié jusqu'au 31 décembre 2017 d'une exception qui lui permettait de ne pas respecter la limite de 10 % de RMBS à l'actif en garantie des obligations foncières émises, mentionnée au titre II de l'article R513-3 du Code monétaire et financier. Malgré le fait qu'une modification de cette réglementation est intervenue en décembre 2017 et aurait permis à la Société de garder les RMBS à son bilan, AXA Bank Europe SCF a décidé de les remplacer par des crédits immobiliers sur le logement accordés par AXA Bank Belgium à des particuliers résidant en Belgique. Ces prêts bénéficient d'une hypothèque de 1^{er} rang ou d'une garantie équivalente.

AXA Bank Belgium et AXA Bank Europe SCF ont conclu un contrat de vente de prêt immobilier résidentiel (Belgium Residential Mortgage Loan Sale Agreement) par lequel AXA Bank Europe SCF a acquis des prêts émis par AXA Bank Belgium.

Cette acquisition a été réalisée simultanément en accord avec les lois françaises et belges.

AXA Bank Europe SCF a financé l'achat de créances par l'une des sources de financement suivantes : le produit en cash reçu du remboursement des RMBS Notes de Royal Street et les emprunts effectués en vertu des accords de term loans entre AXA Bank Belgium et AXA Bank Europe SCF.

Les titres de Royal Street 2 et Royal Street 3 ont été remboursés.

Dettes subordonnées

Pendant l'exercice 2017, AXA Bank Europe SCF a souhaité renforcer le niveau de ses fonds propres éligibles au titre du ratio Tier 1 de mesure des fonds propres réglementaires. Dans cette optique, AXA Bank Europe SCF a décidé d'émettre 125 M€ de Titres Profondément Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI) auxquels a souscrit AXA Bank Belgium dans son intégralité.

Éléments de l'actif

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit ou assimilés, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils présentent un risque de non recouvrement. Ces prêts font l'objet de dépréciations en intérêts et capital, après prise en compte des garanties reçues.

La classification en douteuse d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ce débiteur dans cette même catégorie. Lorsque toutes les voies de recours par voies judiciaires et/ou amiable ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'un enregistrement en perte.

Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines. Les intérêts sur créances douteuses ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur encaissement.

Les garanties reçues au titre de crédits accordés sont enregistrées et évaluées en comptabilité à la date d'enregistrement du contrat de crédit.

Provisionnement des encours de la clientèle

Les créances affectées dans la catégorie « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective en ce qui concerne les prêts et créances sur la clientèle.

Les créances sont dépréciées lorsqu'il existe, après la mise en place du prêt, un ou plusieurs indices objectifs de dépréciation, dont l'impact sur les flux de trésorerie futurs peut être mesuré de manière fiable.

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance). Ces encours font l'objet d'une dépréciation sur base collective.

Titres d'investissement

Les titres dits à revenu fixe (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe une intention de les conserver durablement, jusqu'à leur échéance. Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'acquisition, (frais exclus ou inclus selon option ; possibilité d'amortissement suivant la méthode TIE : taux d'intérêt effectif) et intérêts courus exclus.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une provision est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement, selon le mode linéaire, d'une durée de 5 ans pour les frais d'établissement et d'une durée de 1 an pour les logiciels et licences.

Comptes de régularisation

Les primes d'émission, les primes de remboursement des obligations foncières ont un caractère de complément de rémunération et sont amorties selon la méthode du TIE (taux d'intérêt effectif) sur la durée de vie des titres concernés. Les frais liés à l'émission sont amortis suivant la même méthode. Si la prime d'émission est supérieure à 10 % du montant de l'émission, la fiscalité requiert un amortissement actuariel et au niveau de la comptabilité, il est admis de pouvoir amortir la prime suivant le même principe.

Le net des produits à recevoir et des charges à payer sur swap est aussi comptabilisé en comptes de régularisation.

Eléments du passif

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Dettes subordonnées

Les TSDI sont assimilables à des obligations (notes) non admises sur un marché régulé. Le lien de subordination attaché à l'instrument impose à l'émetteur une obligation de remboursement du titre directe, non garantie et fortement subordonnée au remboursement de titres seniors (titres participatifs par exemple) en cas de liquidation. Les titres portent intérêt sur le montant nominal à un taux d'intérêt variable déterminé à la date de paiement contractuelle des intérêts. En dehors des

circonstances exceptionnelles, ces titres sont remboursables à l'initiative de l'émetteur des titres après une période de 5 ans.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support. Pour financer son activité AXA Bank Europe SCF a émis des obligations foncières qui ont fait l'objet d'une notation par deux agences de notation (Moody's et Fitch).

Les émissions sont enregistrées pour leur valeur nominale.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Instruments financiers à terme de taux

A l'actif, depuis le 1^{er} décembre 2017, AXA Bank Europe SCF a acquis d'AXA Bank Belgium un portefeuille de prêts immobiliers déclarés à l'actif de son bilan pour un montant de 5 507 M€. Relativement à ces créances, AXA Bank Europe SCF perçoit un taux fixe ou variable basé sur l'OLO défini au contrat. AXA Bank SCF couvre les variations de taux d'intérêt liées à ce portefeuille de créances par des contrats de swaps dits 'Yield Maintenance Swaps'. Dans le cadre de ces contrats, ABE SCF paye mensuellement les intérêts et autres revenus provenant de ce portefeuille en échange d'un taux variable indexé sur l'indice Euribor 3 mois assorti d'une marge définie au contrat.

Au passif, ABE SCF émet des obligations foncières, « covered bonds » qui :

- d'une part, servent un taux fixe et sont alors couvertes par des contrats de swaps de taux d'intérêt dans lequel AXA Bank Europe SCF reçoit du taux fixe et verse un taux variable de type Euribor 3 mois plus une marge fixe. Le notionnel du contrat de swap pour une série d'obligations foncières déterminée sera égal au notionnel de cette série d'obligations foncières jusqu'à leur maturité. Comptablement, ces swaps de taux sont des Dérivés de couverture ;
- d'autre part, servent un taux variable de type Euribor 3 mois plus une marge fixe.

Impôts sur les sociétés

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 %. Les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont exonérées depuis le 1^{er} janvier 2007, sous réserve de l'application d'une quote-part de frais et charges. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 33 1/3 %, à l'exception de celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

Une contribution de 3,3 % a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2000. AXA Bank Europe SCF a tenu compte de ces contributions pour déterminer l'impôt courant dû au titre de chacune de ces périodes.

Les lois de finances rectificatives de 2011 et 2013 ont institué une contribution exceptionnelle de 5 % sur l'impôt dû au titre de 2011 et 2012 et de 10,7 % sur les exercices clos entre le 31 décembre 2013 et 31 décembre 2015. Cette contribution est applicable aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 M€, AXA Bank Europe SCF n'est donc pas concernée.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

ABE SCF est détenue à 99 % par ABE en intégration globale. Néanmoins :

- ABE SCF ne répond pas aux conditions de répartition de la charge de l'impôt entre les sociétés d'un groupe fiscalement intégré. La répartition de l'impôt au niveau d'ABE SCF n'est donc pas assise sur le résultat de l'ensemble du groupe consolidé ;
- suivant ce principe, ABE SCF n'est pas soumise à une convention permettant aux filiales d'un groupe d'entreprises intégrées de participer à la charge globale d'impôts au prorata de ses résultats. Il n'y a donc pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire ;
- suivant ce même principe, l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale aurait été identique à l'impôt comptabilisé.

Eléments du compte de résultat

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnelles sont constitués par les produits et charges constatés en dehors de l'activité courante d'ABE SCF. Font partie de l'activité courante d'ABE SCF les opérations de crédit définies par le statut de Société de Crédit Foncier et qui peuvent être déclinées comme suit :

- consentir ou acquérir des prêts à intérêts garantis sur une hypothèque de premier rang ;
- émettre des prêts au profit de personnes ou d'établissements publics ;
- émettre pour le financement des prêts à intérêts, des obligations foncières bénéficiant d'un privilège de remboursement en cas de procédure applicable à la SCF.

Note 2. – Effets publics et assimilées : Néant

Note 3. – Caisses, banques centrales

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Caisse	0	0
Banque de France	211 916	0
Total	211 916	0

Note 4. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
A vue	154 747	109 350
Comptes ordinaires Débiteurs	154 747	109 350
Créances rattachées	0	0
A terme	0	9 999
Prêts JJ	0	0
Comptes et prêts	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	10 000
Dettes rattachées sur titres reçus en PL	0	1
Créances rattachées	0	0
Total	154 747	119 350

Note 5. – Créances sur la clientèle

Note 5.1. – Portefeuille des créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Crédits à l'habitat	5 504 304	0
Prêts immobiliers	5 498 437	0
Créances rattachées sur prêts immobiliers	5 867	0
Créances douteuses	0	0
Créances douteuses sur Prêts hypothécaires	0	0
Provisions sur créances douteuses sur Prêts hypothécaires	0	0
Créances rattachées sur créances douteuses	0	0
Valeurs non imputées	2 490	0
Autres sommes dues	2 490	0
Total	5 506 794	0

Au 31 décembre 2017, les créances à la clientèle d'AXA Bank Europe SCF ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale.

Note 5.2. – Crédits à l'habitat ventilés par échéance (valeur nette comptable)

(En milliers d'euros.)	Échéance < 3 mois	Échéance de 3 mois à 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance de plus de 5 ans	Créances rattachées	2017	2016
Crédits à l'habitat	86 700	261 682	1 390 997	3 759 058	5 867	5 504 304	0
Total crédits à l'habitat	86 700	261 682	1 390 997	3 759 058	5 867	5 504 304	0

Note 6. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Note 6.1. – Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Titres de participation et activité de portefeuille	31/12/2017	31/12/2016
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)			970 000		970 000	4 662 500
Actions et autres titres à revenu variable						
Participations et activité de portefeuille						
Créances rattachées			5 517		5 517	10 692
Total portefeuille titres	0	0	975 517	0	975 517	4 673 192

(1) hors créances rattachées

Note 6.2. – Ventilation des titres

(En milliers d'euros.)	Cotés Valeur brute	Non cotés Valeur brute	Valeur brute comptable	Dépréciations	Valeur nette comptable
Titres de placement	0	0	0	0	0
OPCVM de capitalisation					
OPCVM de distribution					
Titres de créances négociables					
Autres titres					
Créances rattachées					
Titres d'investissement	975 517	0	975 517	0	975 517
Billets à ordre	970 000		970 000		970 000
Créances rattachées	5 517		5 517		5 517
Participations et activité de portefeuille	0	0	0	0	0
Titres de participation					
Créances rattachées					
Total	975 517	0	975 517	0	975 517

(En milliers d'euros.)	Prix de remboursement	Emis en France Valeur nette	Emis à l'étranger Valeur nette	Emis par des organismes publics	Emis par d'autres émetteurs
Titres de placement	0	0	0	0	0
OPCVM de capitalisation					
OPCVM de distribution					
Titres de créances négociables					
Autres titres					
Créances rattachées					
Titres d'investissement	975 517	975 517	0	0	975 517
Billets à ordre	970 000	970 000	0	0	970 000
Créances rattachées	5 517	5 517	0	0	5 517
Participations et activité de portefeuille	0	0	0	0	0
Titres de participation					
Créances rattachées					
Total	975 517	975 517	0	0	975 517

Note 6.3. – Obligations et autres titres à revenu fixe ventilés par échéance (valeur nette comptable)

(En milliers d'euros.)	Échéance < 3 mois	Échéance de 3 mois à 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance de plus de 5 ans	Créances rattachées	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0
Autres titres							
Titres d'investissement	0	0	450 000	520 000	5 517	975 517	4 673 192
Billets à ordre	0	0	450 000	520 000	5 517	975 517	4 673 192

Note 7. – Opérations avec les parties liées

Note 7.1. – Prêts subordonnés : Néant**Note 7.2. – Parts dans les entreprises liées : Néant****Note 7.3. – Opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2017
Créances			
Caisse, Banques Centrales	0	211 916	211 916
Créances sur les établissements de crédit	154 640	107	154 747
A vue	154 640	107	154 747
A terme	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	5 506 794	5 506 794
Billet à ordre	975 517	0	975 517
Total des emplois	1 130 158	5 718 817	6 848 974
Dettes			
Dettes sur les établissements de crédit	877 843	0	877 843
A vue	0	0	0
A terme	877 843	0	877 843
Dettes sur la clientèle	0	332	332
Dettes représentées par un titre	2 403 923	3 262 847	5 666 770
Dettes subordonnées	125 954	0	125 954
Total des ressources	3 407 720	3 263 179	6 670 898

(En milliers d'euros.)	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2017
Hors bilan - engagement donnés			
Engagement de financement			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagement de garantie			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagement sur titres			
Total des engagements donnés			
Hors bilan - engagement reçus			
Engagement de financement	1 053 458	0	1 053 458
Reçus d'établissements de crédit	1 053 458	0	1 053 458
Reçus de la clientèle	0	0	0
Engagement de garantie	1 284 284	6 224 662	7 508 945
Reçus d'établissements de crédit	1 284 284	0	1 284 284
Reçus de la clientèle	0	6 224 662	6 224 662
Engagement sur titres			
Total des engagement reçus	2 337 742	6 224 662	8 562 403
Engagements sur instruments financiers à terme			
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	8 057 500	750 000	8 807 500
Total engagements sur instruments financiers à terme	8 057 500	750 000	8 807 500

Note 7.4. – Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Participations et autres titres	0	0
Autres immobilisations financières	0	0
Total	0	0

Note 7.5. – Appartenance à un groupe

	Nom	Siège	SIREN	Site
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale	AXA SA	25, avenue Matignon 75008 Paris France	572 093 920	https://www.axa.com/fr/investisseurs/rapports-annuels-et-semestriels
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale	AXA Bank Belgium	Place du Trône 1 1000 Bruxelles	-	https://www.axabank.be/fr/a-propos-axa-banque/investor-relations-and-financial-information/financial-publications

Note 8. – Immobilisations

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Transfert	Valeur brute au 31/12/2017	Amortissements et dépréciations	Valeur nette au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	365				365	358	7
Immobilisations corporelles	0				0	0	0
Total de l'actif immobilisé	365	0	0	0	365	358	7

Note 9. – Comptes de négociation, autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes de négociation	0	0
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres ouverts chez les établissements de crédit	0	0
Comptes des règlement relatifs aux opérations sur titres ouvert chez les sociétés de Bourse	0	0
Autres actifs	3 189	223
Dépôt de garantie versés pour le compte propre	0	0
Autres débiteurs divers	3 189	223
Créances rattachées	0	0
Comptes de régularisation actif	30 420	35 224
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	0	0
Comptes d'ajustement hors bilan sur titres de transaction	0	0
Pertes à étaler	0	0
Charges constatées d'avance	0	96
Charges à répartir	15 546	12 037
Autres Produits à recevoir	0	500
Produits à recevoir sur swap	14 875	23 590
Comptes de régularisation divers	0	0
Total général	33 610	35 446

Note 10. – Banques centrales, Dettes envers les établissements de crédit, Comptes créditeurs de la clientèle

Note 10.1. – Banques centrales : Néant**Note 10.2. – Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
A vue	0	0
Comptes ordinaires Créditeurs	0	0
Dettes rattachées	0	0
Emprunts JJ	0	0
A terme	877 843	429 491
Comptes et emprunts	877 500	427 946
Dettes rattachées	343	1 545
Autres sommes dues	0	0
Total	877 843	429 491

Note 10.3. – Comptes créditeurs à la clientèle :

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs non imputées	332	0
Autres sommes dues à la clientèle	332	0
Total	332	0

Note 11. – Dettes

Note 11.1. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Obligations foncières	5 666 770	4 175 297
Obligations	5 650 000	4 150 000
Dettes rattachées	16 770	25 297
Autres dettes	0	0
Opérations sur titres	0	0
Total	5 666 770	4 175 297

Note 11.2. – Durée résiduelle des dettes

(En milliers d'euros.)	Échéance < 3 mois	Échéance de 3 mois à 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance de plus de 5 ans	Dettes rattachées	2017	2016
Emprunts Obligataires							
Covered bonds	0	0	2 650 000	3 000 000	16 770	5 666 770	4 175 297
Emprunts à terme	0	0	432 500	445 000	343	877 843	429 491
Autres dettes représentées par un titre							
Opérations sur titres							
Total	0	0	3 082 500	3 445 000	17 112	6 544 612	4 604 789

Note 12. – Comptes de négociations, autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes de négociation	0	0
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres ouverts chez les établissements de crédit	0	0
Comptes des règlement relatifs aux opérations sur titres ouvert chez les sociétés de Bourse	0	0
Autres passifs	67 675	93 110
Primes sur instruments conditionnels vendus	0	0
Dettes sur titres de transaction empruntés	0	0
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts	0	0
Fournisseurs	3 900	6 539
Dettes sociales & fiscales	365	0
Impôts sur les sociétés	0	0
Autres dépôts de garantie reçus	63 410	86 572
Autres créditeurs	0	0
Comptes de régularisation passif	5 047	3 336
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	0	0
Comptes d'ajustement sur autres éléments de hors bilan	0	0
Gains à étaler	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
Charges à payer divers	1 022	3 152
Charges à payer dettes fiscales	243	184
Charges à payer swap	3 782	0
Autres comptes de régularisation	0	0
Total général	72 722	96 447

Note 13. – Provisions : Néant

Note 14. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
A durée déterminée	0	0
A durée indéterminée	125 000	0
Dettes rattachées	954	0
Total	125 954	0

Note 15. – Capitaux propres

Note 15.1. – Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Capital social	111 095	111 095
Prime d'émission	0	0
Réserve légale	1 484	742
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	14 189	86
Résultat de l'exercice	12 203	14 844
Total	138 971	126 768

Note 15.2. – Décomposition du capital social

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Capital social	111 095	111 095
Nombres d'actions		
Totalement libérées	11 109 520	11 109 520
Non libérées		
Valeur nominale de l'action en euros	10	10

Note 15.3. – Variations des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital social	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
A l'ouverture	111 095	0	742	0	86	14 844	126 768
Dividendes versés au cours de l'exercice							
Augmentation de capital							
Affectation du résultat de l'exercice antérieur			742		14 102	-14 844	0
Autres mouvements							
Résultat de l'exercice						12 203	12 203
A la clôture	111 095	0	1 484	0	14 189	12 203	138 971

Note 16. – Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Etablissements de crédit OCDE			Clientèle non financière			Montant notionnel gré à gré selon durée résiduelle		
	Montant notionnel gré à gré	Juste valeur	Créances rattachées	Montant notionnel gré à gré	Juste valeur	Créances rattachées			
	31/12/2017			31/12/2017			< à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Swaps taux d'intérêt macro couverture	3 250 000	64 560	12 482				0	2 250 000	1 000 000
Swaps taux yield	5 557 500	-187 459	-1 862				0	2 632 500	2 925 000
Total opérations fermes	8 807 500	64 560	10 620				0	4 882 500	3 925 000

Note 17. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit	55 585	65 294
Comptes ordinaires débiteurs	417	0
Comptes et prêts à terme	0	0
Produits divers d'intérêts	55 168	65 294
Swap micro couverture	0	0
Prêts subordonnés à terme	0	0
Opérations avec la clientèle	11 280	0
Intérêts sur les comptes courants	0	0
Intérêts crédits à l'habitat	11 280	0
Opérations sur titres	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	66 906	62 661
Titres de placement	0	0
Titres d'investissement	66 906	62 661
Produits sur dettes constituées par des titres	0	0
Autres produits sur dettes constituées par des titres	0	0
Total	133 772	127 955

Note 18. – Revenus des titres à revenu variable : Néant

Note 19. – Intérêts et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit	-30 281	-24 941
Comptes ordinaires créditeurs	-759	0
Comptes et emprunts à terme	-10 574	-11 963
Charges diverses d'intérêts	-17 965	-12 946
Pensions livrées	-28	-31
Emprunts subordonnés	-954	0
Commissions	0	0
Opérations avec la clientèle	0	0
Intérêts sur les comptes courants	0	0
Intérêts sur prêts et emprunts à terme	0	0
Opérations sur titres	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	-59 725	-72 491
Titres de placement	0	0
Titres d'investissement	0	0
Charges sur dettes constituées par des titres	-59 725	-72 491
Autres charges sur dettes constituées par des titres	0	0
Commissions	0	0
Autres intérêts et charges assimilées	0	54
Charges sur engagements de financement	0	-54
Total	-90 006	-97 485

Note 20. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits de commission	22	0
Commissions	22	0
Charges de commission	-22 215	-4 375
Commissions de réservation ligne de crédit	-5 333	-4 375
Commissions Royal Street	-16 882	0
Commissions nettes	-22 192	-4 375

Note 21. – Gains ou pertes

Note 21.1. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation : Néant**Note 21.2. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées : Néant**

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres produits d'exploitation bancaire	382	16
Produits divers d'exploitation bancaire	382	16
Autres charges d'exploitation bancaire	-289	-827
Charges diverses d'exploitation bancaire	-289	-827
Total	93	-811

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts et taxes	-482	-546
Contribution sociale de Solidarité des sociétés (C3S)	-482	-184
Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE)		-362
Services extérieurs	-4 467	-2 330
Autres services extérieurs	-4 467	-2 330
Autres Produits	1	0
Total	-4 948	-2 876

Note 24. – Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	-8	-5
Immobilisations incorporelles	-8	-5
Total	-8	-5

Note 25. – Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers d'euros.)	PwC		Mazars	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Audit				
Commissariat aux comptes, certification	19	19	19	19
Services autres que Certification des Comptes	16	1	0	0
Total	35	20	19	19

Note 26. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-201	0
Reprises aux provisions pour créances douteuses	0	0
Pertes couvertes par des provisions	0	0
Pertes non couvertes par des provisions	0	0
Récupération sur créances amorties	0	0

Dotations aux dépréciations des titres	0	0
Reprises aux dépréciations des titres	0	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Reprises aux provisions pour risques et charges	0	0
Total	-201	0

Note 27. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés : Néant

Note 28. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits divers clientèles	473	0
Charges diverses clientèles	0	0
Total	473	0

A titre exceptionnel, le produit de 473 K€ enregistré au titre du 31 décembre 2017 correspond à la demande de remboursement de la contribution sociale exceptionnelle de 3 % d'IS sur les 4 derniers exercices.

Note 29. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017		Exercice 2016	
Base imposable au taux de	33,33 %	3 %	33,33 %	3 %
Au titre du résultat courant	16 983	0	22 403	
Au titre du résultat exceptionnel				
Imputation des déficits				
Base imposable	13 882		21 681	3 111
Impôt correspondant	4 627		7 227	93
+ contribution de 3,3 %	153		238	
Impôt comptabilisé	4 780	0	7 466	93
Total	4 780		7 559	

Au 31 décembre 2017, ABE SCF n'a pas comptabilisé de déficits reportables.

L'impôt sur les bénéfices d'ABE SCF représente la quote-part de 33,33 % du résultat imposable calculé pour l'entité, soit le montant de 4 780 K€.

Note 30. – Tableau de flux de trésorerie

Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	31/12/2017	31/12/2016
Résultat courant avant impôts	16 982 847,11	22 403 146,57
Dotations nettes aux amortissements	8 085,06	3 219 740,90
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Dotations / (Reprises) nettes des provisions sur placements et actifs corporels	201 424,04	0,00
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	0,00	0,00
Dotations / (Reprises) nettes des autres provisions	0,00	0,00
Résultat des entreprises consolidées par mise en équivalence	0,00	0,00
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt mais sans impact sur les flux de trésorerie	209 509,10	3 219 740,90
Plus ou moins-values nettes réalisées	8 315 825,19	0,00
Charges liées aux dettes de financement	954 041,67	0,00
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt pour reclassement en tant qu'opération d'investissement ou de financement	9 269 866,86	0,00
Dividendes comptabilisés en résultat sur l'exercice	0,00	0,00
Revenus financiers comptabilisés en résultat sur l'exercice	-134 649 644,67	-127 971 122,46
Charges financières comptabilisées en résultat sur l'exercice	86 358 027,11	98 645 770,14

Réintégration / Déduction des montants comptabilisés sur une base accrétive et devant être pris en compte sur la base des flux de trésorerie	-48 291 617,56	-29 325 352,32
Dividendes et acomptes sur dividendes encaissés	0,00	0,00
Revenus financiers encaissés	158 870 667,80	127 967 542,60
Charge d'intérêts payés (hors intérêts sur la dette de financement, dettes à durée indéterminée, appels de marges et autres dettes)	-112 354 862,00	-102 472 270,88
Variation nette des activités opérationnelles bancaires	122 214 050,28	-52 830 389,49
Variation des créances et dettes courantes	0,00	0,00
Impact sur la trésorerie relatif aux autres actifs et passifs	-1 371 762,02	140 501,41
Impôts décaissés	-13 215 386,58	-2 552 090,00
Autres transactions relatives aux opérations courantes avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	0,00	0,00
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles non inclus dans le résultat courant avant impôt	154 142 707,48	-29 746 706,36
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	132 313 312,99	-33 449 171,21
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	0,00	0,00
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements	0,00	0,00
Flux de trésorerie liés aux achats et émissions de placements	0,00	0,00
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,00	-12 000,00
Flux de trésorerie liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	0,00	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	0,00	-12 000,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		
Emissions d'instruments de capital	125 000 000,00	0,00
Remboursements d'instruments de capital	0,00	0,00
Opérations sur titres d'autocontrôle	0,00	0,00
Dividendes payés	0,00	-3 110 664,48
Intérêts payés sur dettes subordonnées à durée indéterminée	954 041,67	0,00
Gains et pertes de contrôle	0,00	0,00
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	125 954 041,67	-3 110 664,48
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières	0,00	0,00
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	0,00	0,00
Intérêts payés sur dettes de financement	-954 041,67	0,00
Impact net des dérivés relatifs aux dettes de financement	0,00	0,00
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	-954 041,67	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	125 000 000,00	-3 110 664,48
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00	0,00
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 1 ^{er} janvier	109 350 075,75	145 921 911,44
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	132 313 312,99	-33 449 171,21
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	0,00	-12 000,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	125 000 000,00	-3 110 664,48
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00	0,00
Interco et comptes de liaison	0,00	0,00
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,00	0,00
Effet des changements de méthode de consolidation	0,00	0,00
Effet net des variations de change et des reclassements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,00	0,00
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 31 décembre	366 663 388,74	109 350 075,75

IV. – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable de 26 391 315,71 € de la façon suivante :

- 610 136,49 € au titre de la réserve légale obligatoire (fixée à 5 % du bénéfice de l'exercice, à hauteur maximum de 10 % du capital social) qui est ainsi portée à 2 094 212,72 € ;
- 225 781 179,22 € de report à nouveau.

L'assemblée générale prend acte, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il a été distribué les dividendes décrits ci-dessous au titre des exercices clos le 31 décembre 2014, le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 :

Exercices	2014	2015	2016
Nombre d'actions	11 109 520	11 109 520	11 109 520
Dividende net	0,25	0,28	0,00
Avoir fiscal	Néant	Néant	Néant
Dividende avec abattement	Néant	Néant	Néant
Dividende sans abattement	Néant	Néant	Néant
Revenu global	Néant	Néant	Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport sur l'évaluation des immeubles au 31 décembre 2017

AXA Bank Europe SCF est une société de crédit foncier régie par les articles L.513-2 et suivants du Code monétaire et financier qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme de prêts à l'habitat accordés en Belgique et en France.

Le présent rapport relatif à l'évaluation des biens immobiliers est établi en application des dispositions de l'article 5 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier. Ce rapport est établi à partir des données disponibles au 31 décembre 2017.

I. – Rappel de la réglementation : mode d'évaluation, et méthode de réévaluation

L'évaluation des immeubles financés ou apportés en garantie au sens des articles L. 513-3 et L. 513-29 du Code monétaire et financier est régie par les articles 1 à 5 du Chapitre 1 du règlement n°99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat.

A. – Evaluation des immeubles

Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat

Article 1^{er}. – Les immeubles « financés ou apportés en garantie au sens des articles L. 515-14 et L. 515-35 du code monétaire et financier » (arrêté du 23 février 2011) font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

L'article 4 de l'ordonnance n°2013-544 du 27 juin 2013 a remplacé les articles L515-14 et L515-35 du Code Monétaire et Financier par les articles L.513-3 et L.513-29.

Article 2. – « L'évaluation est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale. Par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros. » (arrêté du 23 février 2011) ;

Article 4. – « L'évaluation des biens immobiliers est réalisée par un expert indépendant au sens de l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. » (Arrêté du 7 mai 2007)

B. – Réévaluation des immeubles

Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat

Article 3. – « Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des immeubles est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre du règlement n° 97-02 :

- Pour les immeubles à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;
- Pour les immeubles à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total

initialement prêté ou inférieur à 480 000 €, l'examen peut être effectué annuellement par l'utilisation d'une méthode statistique ;

c) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 € et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 €, cet examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;

d) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 € et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 €, cet examen est annuel et individuel. » ; (arrêté du 23 février 2011)

II. – Méthode et procédure utilisées par AXA Bank Belgium

A. – Evaluation des immeubles

La valeur initiale de l'immeuble financé est égale

- au coût total de l'opération initiale (CTO), celui-ci étant défini comme la valeur du bien inscrite dans l'acte de vente, hors droits et frais ; ou
- à la valeur du bien augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'aménagements ; ou
- à la valeur déterminée par expertise indépendante (y inclus valeur pro-fisco par notaire), le cas échéant.

Plus précisément, lors de l'octroi du prêt par AXA Bank Belgium, les méthodes suivantes d'évaluation peuvent être utilisées :

- expertise sur place par un expert indépendant pour les catégories suivantes :
 - But mixte (dont la partie privée ≥ 50 %),
 - Crédit de placement (Branche 23),
 - Immeubles de rapport,
 - Gages spéciaux,
 - Nouvelle construction où le maître d'œuvre effectue lui-même plus de 10 % des travaux,
 - Toute autre garantie pour laquelle l'analyste Crédit estime qu'une expertise est nécessaire.
- évaluation des immeubles sur base du dossier client par le système informatique. Le dossier inclut idéalement une photo et une description de l'immeuble, lequel doit répondre à des normes de qualité suffisantes pour être retenu comme garantie, et est évalué dans son usage actuel, sans présager des éventuelles transformations et droits à construire résiduels. La valeur retenue est définie selon le tableau suivant :

Achat	100 % du prix d'achat comme mentionné dans l'acte (hors frais de notaire et autres frais)
Donation	100 % de la valeur pro fisco (valeur minimum fiscalement acceptable, déterminée par le notaire)
Succession	100 % de la valeur pro fisco (valeur minimum fiscalement acceptable, déterminée par le notaire)
Construction neuve	100 % du prix de construction (= valeur du terrain + valeur de la construction HORS TVA et autres frais)
Transformations	Maximum 80 % des devis (hors frais de notaire, honoraires architecte, TVA, salaire coordinateur de sécurité) ;

Pour ce qui est d'AXA Bank Europe SCF, le montant d'un prêt garanti par un bien immobilier ne dépasse pas 480 000 €, permettant ainsi l'application du cadre dérogatoire défini à l'article 2 du règlement 99-10.

Dès lors, la valeur initiale des biens pourra se baser sur le coût total de l'opération et, en particulier, il n'y a pas lieu de recourir systématiquement à un expert indépendant pour le calcul de la valeur initiale des biens. Par contre, si un expert indépendant a estimé la valeur initiale de l'immeuble, c'est bien cette estimation qui sera retenue pour l'évaluation de l'immeuble.

Dans la plupart des cas, la valeur des immeubles est donc établie par le prix dans le compromis de vente. Cette valeur doit être confirmée par le notaire chargé de la vente de la maison et de la passation de l'acte hypothécaire. En cas de construction, en plus de la valeur du terrain (confirmée par le notaire), le coût de construction sans TVA, sans frais d'architecte et coordinateur de sécurité est pris en considération pour déterminer la valeur du bien. Le contrôle systématique par le notaire de la valeur des immeubles, s'il ne constitue pas, en tant que tel, une expertise, permet donc d'apporter une validation externe de la corrélation entre la valeur de l'immeuble et son prix de vente.

Ceci permet d'avoir une politique limitant les expertises individualisées par expert indépendant.

B. – Réévaluation des immeubles

Après leur apport en garantie, la valeur des immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique en application de l'article 3 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier.

La valeur des immeubles est actualisée via l'indexation sur les indices fournis par le bureau STADIM, organisme d'étude et de conseil en matière immobilière. Ces indices sont établis pour chaque commune de Belgique et pour trois types de biens. Les indices de prix des logements sont calculés à partir des données de transactions immobilières enregistrées par

le bureau des enregistrements en Belgique. Plus spécifiquement, le bureau STADIM traite les données reçues de l'Institut National de Statistique (INS), dont les informations proviennent elles-mêmes de l'Administration de l'Enregistrement du Service Public Fédéral Finances, qui se fonde sur les actes notariés

Définition et calcul des indices de prix des logements anciens :

Les indices STADIM des prix des logements fournissent une mesure étalée sur plusieurs années des évolutions de prix des logements anciens à qualité constante. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors frais de notaire et commission d'agence.

Les indices portent uniquement sur les maisons, les appartements et les terrains à bâtir. Afin d'éviter les transactions atypiques, les biens non standards tels que les chambres, lofts, garages, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier sont exclus des calculs. De plus, on ne retient que les biens :

- acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
- destinés à un usage strict d'habitation.

Réception et prise en compte des indices :

Nous recevons annuellement des mises à jour des indices annuels bruts de prix de logement par commune.

Les indices de fin d'année E sont rendus disponibles par Stadim au courant du dernier trimestre E+1. Depuis 2017, ils sont implémentés dans la base de données de AXA Bank Belgium début d'année E+2. Au 31 décembre 2017, les indices STADIM utilisés sont ceux du marché à fin 2015 et implémentés fin 2016. L'indexation basé sur les indices fin 2016 a eu lieu début 2018.

III. – Méthode et procédure utilisées par AXA Banque France

A. – Evaluation des immeubles

1/ Opération hors rachats de crédits

La valeur initiale de l'immeuble/bien financé (hors rachats de crédit, cf. 2/ infra) est égale :

- au coût d'acquisition du bien financé, celui-ci étant défini comme la valeur du bien inscrite dans l'acte, hors droits et frais ; ou
- en cas de financement de construction, travaux et aménagement, à la valeur du bien et/ou du terrain inscrite dans l'acte, augmentée de la valeur des travaux .

Nota Bene : cette procédure est strictement appliquée depuis le 1^{er} juillet 2013. Avant cette date, la valeur initiale du bien financé était fondée sur le « coût total de l'opération » supporté par l'emprunteur, ce coût pouvant comprendre certains droits et/ou frais. Pour approcher une valeur prudente du bien financé, chaque coût total (hors partie relative à d'éventuels travaux) fait l'objet d'un abattement pour tenir compte des frais de notaire qui pourraient y être inclus, et ce via l'application d'une décote (2,7 % pour une VEFA ; 7,0 % pour une acquisition, 7,50 % pour une construction et 7,60 % pour un terrain à bâtir. Taux calculés à partir du site des notaires www.paris-idf.fr (<http://www.notaires.paris-idf.fr/outil/immobilier/calcul-de-frais-dachat>) et sur la base d'un montant moyen des transactions financées par AXA Banque dans chaque nature d'opération.).

2/ Rachat de crédits (reprise d'un prêt existant auprès d'un établissement concurrent)

En présence d'une expertise récente (< 3 mois) ou, à défaut, d'une estimation externe récente réalisée par un professionnel de l'immobilier (agence, notaire, etc.), la valeur ainsi obtenue est retenue par AXA Banque comme valeur initiale du bien financé.

Cependant, en l'absence de telles valorisations, et pour des rachats d'un prêt n'ayant pas financé la construction d'un bien (terrain + construction), AXA Banque s'autorise à retenir comme valeur initiale du bien financé la valeur « d'origine » (i.e. lors de son acquisition par l'emprunteur) prouvée par une attestation de propriété ou un titre de propriété.

L'application de cette méthodologie du §. 2/ est valable depuis le 1^{er} janvier 2017.

NB. : Enfin, pour des opérations pour lesquelles les informations ne seraient pas disponibles dans le système d'information pour appliquer les règles générales définies ci-dessus, il sera retenu comme valeur initiale du bien financé, le montant financé par AXA Banque.

B. – Réévaluation des immeubles

La valeur des immeubles est réexaminée trimestriellement selon une méthode statistique en application de l'article 3 du règlement n°99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier.

La valeur des immeubles est actualisée par indexation sur les indices en provenance de différentes sources selon les départements.

Pour Paris et l'Ile de France, les indices de prix des logements anciens sont calculés par la société Paris Notaires Services, disponibles sur le site de PNS (<http://www.notaires.paris-idf.fr/outil/immobilier/prix-et-nombre-de-ventes-paris-idf>).

- pour les départements en province (hors Corse et DOM-TOM), les indices de prix des logements anciens de province sont commercialisés par la société Min.not et calculés à partir des données de la base de données Perval (<http://www.immobilier.notaires.fr>) ;
- pour les départements Corse et DOM-TOM : les indices des prix de logements anciens sont ceux publiés par l'Insee (<http://www.bdm.insee.fr>)
 - pour les biens situés en Corse, ce sont les indices Insee de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui sont utilisés pour l'actualisation des valeurs de biens,
 - pour les biens situés dans les DOM TOM, ce sont les indices Insee des prix des logements anciens en province qui sont utilisés pour l'actualisation.

Les indices sont publiés trimestriellement mais deviennent définitifs après un délai de deux trimestres. Ainsi, par exemple, les indices définitifs du 4^{ème} trimestre 2014 de la base Perval seront publiés le 15 juillet 2015.

Afin de répercuter au plus vite l'évolution des prix du marché immobilier, nous utilisons les derniers indices trimestriels publiés, c'est-à-dire des indices provisoires.

Mais pour tenir compte de l'incertitude liée à l'utilisation d'indices provisoires, une règle de prudence est appliquée, limitant leur hausse à 80 % et accentuant leur baisse à 105 % jusqu'à leur diffusion en valeur définitive.

Soit l'application en fin de Trimestre n (Tn) des formules suivantes :

- si indice Tn-1 (provisoire) > indice Tn-2 (définitif) :

$$\text{Indice Tn-1 (retenu)} = \text{indice Tn-2 (définitif)} \times [1 + 80 \% \times (\text{indice Tn-1 (provisoire)} / \text{indice Tn-2 (définitif)} - 1)]$$
- si indice Tn-1 (provisoire) < indice Tn-2 (définitif) :

$$\text{Indice Tn-1 (retenu)} = \text{indice Tn-2 (définitif)} \times [1 + 105 \% \times (\text{indice Tn-1 (provisoire)} / \text{indice Tn-2 (définitif)} - 1)]$$

A titre d'exemple :

- Si indice T 03 2015 (provisoire) > indice T 02 2015 (définitif) :

$$\text{Indice T 03 2015 retenu} = \text{indice T 02 2015 (définitif)} \times [1 + 80 \% \times (\text{indice T 03 2015 (provisoire)} / \text{indice T 02 2015 (définitif)} - 1)]$$
- Si indice T 03 2015 (provisoire) < indice T 02 2015 (définitif) :

$$\text{Indice T 03 2015 retenu} = \text{indice T 02 2015 (définitif)} \times [1 + 105 \% \times (\text{indice T 03 2015 (provisoire)} / \text{indice T 02 2015 (définitif)} - 1)]$$

Au 31 décembre 2017, les indices utilisés pour la réévaluation des créances étaient :

- Ile de France : indices provisoires du 3^e trimestre 2017 et indices définitifs du 2^e trimestre 2017 pour déterminer l'indice actuel retenu ;
- hors Ile de France : indices provisoires du 2^e trimestre 2017 et indices définitifs du 1^{er} trimestre 2017 pour déterminer l'indice actuel retenu

NB : Un détail des indices par région est présenté en Annexe II

III. – Résultats Collatéral Belge

Informations relatives aux crédits au bilan de AXA Bank Europe SCF à fin décembre 2017.

(En milliers d'euros.)	Evaluation des immeubles financés apportés en garantie	
	Valeur initiale	Valeur réexaminée (statistique) (1)
Prêts hypothécaires	10 769 523,61	12 335 433,98

(1) valeur déclarée à l'Autorité de contrôle prudentiel dans l'état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l'instruction n°2016-I-09 de l'Autorité de contrôle prudentiel.

IV. – Résultats Collatéral Français

Informations relatives au pool mobilisé à fin décembre 2017.

(En milliers d'euros.)	Evaluation des immeubles financés apportés en garantie	
	Valeur initiale (1)	Valeur réexaminée (statistique) (2) (3)
Prêts cautionnés	1 930 398,97	1 856 579 64

(1) sans application du principe pari passu.
 (2) valeur déclarée à l'Autorité de contrôle prudentiel dans l'état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l'instruction n°2016-I-09 de l'Autorité de contrôle prudentiel.
 (3) avec application du principe pari passu.

AXA Bank Europe SCF
Philippe Colpin
Directeur Général
20 juin 2018

Annexe I

Pour des raisons de clarté et de concision, le tableau ci-dessous présente les indices moyens STADIM par région, et non ceux par commune utilisés pour l'indexation effective des biens. Ces indices se basent sur les mêmes données de transactions à des niveaux de granularité spatiale différents, et peuvent donc être dérivés l'un de l'autre.

	Variation de l'indice STADIM sur la dernière année d'observation (1)	
	Maisons	Appartements
Région de Bruxelles-Capitale	108,33	101,88
Région flamande	103,50	(2) 103,94
Région wallonne	104,68	101,42

(1) L'indice stadim présenté correspond à l'évolution entre les indices 2015 et 2014 tels que publiés sur le site www.stadim.be.

(2) à l'exclusion des biens situés sur la côte belge.

Un historique de cette évolution est repris dans les tableaux ci-dessous.

Maisons d'habitation - Indices Stadim du prix des maisons (*)

Année	National			Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise	
	Nombre	PM	I	PM	I	PM	I	PM	I
1953	39 506	€ 4 540	100	€ 4 233	100	€ 4 068	100	€ 7 735	100
1960	38 830	€ 6 574	144	€ 6 397	150	€ 5 572	136	€ 11 315	146
1961	39 213	€ 6 749	148	€ 6 610	154	€ 5 734	140	€ 11 430	148
1962	42 404	€ 7 139	156	€ 7 145	166	€ 6 033	148	€ 11 571	150
1963	44 875	€ 7 757	169	€ 7 677	178	€ 6 483	159	€ 13 154	170
1964	46 982	€ 8 783	192	€ 8 742	201	€ 7 225	178	€ 15 537	201
1965	48 423	€ 9 536	209	€ 9 502	220	€ 7 754	191	€ 17 089	221
1966	47 396	€ 10 211	226	€ 10 561	231	€ 8 348	207	€ 21 080	273
1967	45 138	€ 11 838	260	€ 12 391	268	€ 9 788	243	€ 22 371	289
1968	47 720	€ 11 018	242	€ 11 415	249	€ 9 205	227	€ 20 156	261
1969	48 042	€ 11 918	261	€ 12 371	268	€ 9 967	245	€ 22 185	287
1970	46 408	€ 11 709	259	€ 12 240	267	€ 10 085	249	€ 19 991	258
1971	47 431	€ 12 872	259	€ 13 704	267	€ 11 005	252	€ 21 322	242
1972	52 180	€ 14 230	285	€ 15 193	295	€ 12 217	281	€ 22 338	271
1973	56 351	€ 16 489	328	€ 16 991	330	€ 14 121	324	€ 29 613	355
1974	55 489	€ 18 662	371	€ 19 241	374	€ 16 506	378	€ 29 795	335
1975	53 913	€ 21 183	423	€ 21 903	427	€ 18 984	436	€ 31 434	355
1976	58 668	€ 26 332	522	€ 27 369	531	€ 23 506	536	€ 37 700	410
1977	61 680	€ 31 435	620	€ 32 687	636	€ 27 843	633	€ 44 488	483
1978	64 048	€ 35 392	696	€ 37 397	723	€ 31 074	707	€ 46 901	502
1979	66 628	€ 38 660	757	€ 40 809	788	€ 34 098	775	€ 49 401	535
1980	55 923	€ 38 772	758	€ 40 820	790	€ 34 278	780	€ 49 126	528
1981	52 876	€ 36 882	721	€ 38 909	750	€ 32 704	744	€ 45 852	492
1982	52 387	€ 35 650	700	€ 38 083	737	€ 31 304	712	€ 42 593	460
1983	54 285	€ 35 419	694	€ 37 903	734	€ 30 762	694	€ 44 210	469
1984	59 798	€ 35 546	699	€ 38 178	739	€ 30 786	701	€ 44 857	479
1985	63 287	€ 36 395	712	€ 39 221	758	€ 30 943	702	€ 46 026	488
1986	67 950	€ 38 626	752	€ 41 297	798	€ 32 848	743	€ 49 304	520
1987	74 804	€ 40 774	799	€ 44 345	857	€ 33 963	771	€ 53 598	552
1988	75 957	€ 43 699	856	€ 47 126	914	€ 36 082	820	€ 60 000	612
1989	79 059	€ 50 066	977	€ 53 153	1 027	€ 40 433	914	€ 78 633	799
1990	74 626	€ 54 050	1 062	€ 56 930	1 109	€ 43 479	987	€ 96 572	965
1991	74 686	€ 56 075	1 102	€ 59 693	1 161	€ 44 761	1 017	€ 100 276	995
1992	77 732	€ 60 411	1 187	€ 64 687	1 258	€ 48 821	1 108	€ 101 839	1 056
1993	76 565	€ 64 346	1 265	€ 69 791	1 357	€ 51 704	1 171	€ 104 667	1 111
1994	75 940	€ 68 805	1 350	€ 74 216	1 438	€ 55 504	1 260	€ 112 939	1 171

1995	71 177	€ 71 529	1 405	€ 77 130	1 501	€ 58 047	1 317	€ 113 093	1 176
1996	74 618	€ 75 996	1 486	€ 82 098	1 591	€ 62 112	1 401	€ 114 742	1 201
1997	78 970	€ 79 005	1 543	€ 84 231	1 635	€ 65 212	1 470	€ 122 208	1 273
1998	77 960	€ 85 547	1 666	€ 91 656	1 776	€ 70 624	1 585	€ 126 636	1 309
1999	82 726	€ 92 550	1 809	€ 100 269	1 945	€ 75 224	1 693	€ 138 866	1 410
2000	77 059	€ 99 046	1 937	€ 109 180	2 118	€ 78 819	1 777	€ 140 666	1 448
2001	77 099	€ 104 964	2 057	€ 116 524	2 262	€ 83 229	1 876	€ 147 771	1 541
2002	80 849	€ 112 257	2 190	€ 126 461	2 446	€ 86 005	1 924	€ 165 502	1 653
2003	81 929	€ 120 493	2 357	€ 133 462	2 583	€ 95 571	2 150	€ 183 401	1 836
2004	80 035	€ 131 264	2 582	€ 146 666	2 845	€ 103 690	2 340	€ 209 009	1 971
2005	85 892	€ 157 280	3 052	€ 170 455	3 298	€ 120 426	2 701	€ 264 461	2 682
2006	84 831	€ 176 324	3 434	€ 189 936	3 673	€ 135 662	3 049	€ 303 237	3 036
2007	85 358	€ 193 361	3 783	€ 207 700	4 025	€ 149 636	3 389	€ 335 936	3 332
2008	81 417	€ 201 737	3 968	€ 217 369	4 215	€ 156 860	3 598	€ 342 359	3 257
2009	77 808	€ 199 031	3 961	€ 215 824	4 222	€ 154 756	3 576	€ 334 501	3 207
2010	83 554	€ 210 496	4 152	€ 227 785	4 441	€ 162 352	3 713	€ 361 868	3 448
2011	86 186	€ 218 393	4 307	€ 236 378	4 630	€ 166 723	3 815	€ 380 510	3 594
2012	80 896	€ 222 790	4 402	€ 242 467	4 763	€ 169 943	3 868	€ 375 550	3 591
2013	80 852	€ 227 560	4 450	€ 246 513	4 827	€ 171 925	3 878	€ 400 099	3 732
2014	88 949	€ 230 807	4 485	€ 248 812	4 882	€ 173 337	3 888	€ 398 893	3 709
2015	66 912	€ 237 048	4 674	€ 263 065	5 053	€ 180 093	4 070	€ 435 559	4 018
2016 (6)	33 953	€ 238 207	4 707	€ 259 745	5 101	€ 177 261	4 077	€ 437 745	4 091

Nombre : nombre de ventes (public + gré à gré)

PM : prix moyen non-pondéré (EUR)

I : indice des prix pondérés

(*) : de 1953 à 1970 : maisons petites et moyennes ; à partir de 1971 : toutes les maisons (y compris les villas et hôtels de maître)

Appartements - Indice Stadim du prix des appartements

Année	National			Région Flamande (Sans Côte)	Côte	Région Wallonne	Région Bruxelloise
	Nombre	PM	I	I	I	I	I
1968	15 499	€ 21 913	100	100	100	100	100
1969	18 111	€ 22 362	101	102	104	100	101
1970	13 031	€ 23 518	107	105	103	99	112
1971	12 596	€ 23 726	109	107	103	104	113
1972	16 266	€ 24 455	114	115	106	110	119
1973	20 268	€ 26 397	123	124	114	119	127
1974	22 773	€ 28 885	136	142	121	137	136
1975	16 063	€ 32 959	155	161	139	150	161
1976	19 469	€ 36 778	172	178	156	170	176
1977	20 820	€ 39 910	189	191	191	192	182
1978	18 333	€ 41 933	197	202	209	198	185
1979	17 721	€ 42 646	200	206	213	204	186
1980	14 098	€ 42 912	200	209	218	212	180
1981	11 801	€ 40 969	192	194	216	201	173
1982	12 038	€ 39 709	187	185	218	193	167
1983	12 184	€ 39 015	183	179	216	190	160
1984	12 965	€ 40 526	189	188	232	186	164
1985	13 558	€ 40 311	188	187	237	176	162
1986	16 877	€ 42 385	199	201	252	175	164
1987	17 546	€ 45 570	213	210	279	187	177
1988	20 200	€ 49 490	236	234	299	200	202
1989	23 728	€ 58 401	279	263	337	221	258
1990	21 276	€ 63 831	306	290	372	243	307
1991	21 642	€ 64 649	311	308	361	261	306
1992	24 021	€ 66 544	320	314	382	277	315
1993	24 740	€ 68 144	328	322	399	278	321
1994	25 618	€ 70 448	339	342	403	297	329
1995	22 643	€ 72 508	348	355	429	308	321
1996	26 442	€ 72 458	349	356	451	308	316
1997	28 552	€ 73 488	354	363	461	317	325

1998	28 665	€ 78 979	379	374	500	332	346
1999	32 402	€ 82 921	399	400	516	352	364
2000	30 047	€ 88 936	427	424	577	350	384
2001	32 804	€ 92 531	446	444	604	359	403
2002	34 734	€ 100 464	483	484	642	393	449
2003	37 011	€ 109 551	526	524	664	423	514
2004	38 886	€ 125 619	603	595	777	473	583
2005	33 028	€ 141 299	695	660	880	528	693
2006	36 483	€ 156 919	769	748	987	599	770
2007	40 361	€ 167 522	826	810	1 093	675	813
2008	40 188	€ 174 358	857	849	1 139	720	852
2009	37 264	€ 177 810	884	884	1 150	751	855
2010	44 541	€ 189 799	937	931	1 259	780	919
2011	42 443	€ 195 645	952	937	1 283	791	932
2012	43 457	€ 202 242	998	989	1 295	842	995
2013	43 466	€ 207 957	1 024	1 037	1 275	853	1 016
2014	45 746	€ 209 731	1 039	1 065	1 279	846	1 010
2015	36 847	€ 220 739	1 072	1 107	1 451	858	1 029
2016 (6)	17 137	€ 222 350	1 075	1 114	1 348	885	1 048

Nombre : nombre de ventes (public + gré à gré)

PM : prix moyen non-pondéré (EUR)

I : indice des prix pondérés

Annexe II

Indices utilisés pour la valorisation des créances Françaises selon la méthodologie décrite précédemment :
Hors Ile de France

Département	Indices définitifs T1 2017	Indices provisoires T2 2017	Indice retenu
Ain	102,38	102,04	102,38
Aisne	87,30	90,23	87,30
Allier	96,80	99,09	96,80
Alpes-de-Haute-Provence	94,49	94,93	94,49
Hautes-Alpes	94,82	95,81	94,82
Alpes-Maritimes	95,98	96,37	95,98
Ardèche	101,40	99,68	101,40
Ardenne	90,12	90,25	90,12
Ariège	101,84	99,54	101,84
Aube	95,46	93,62	95,46
Aude	94,17	93,81	94,17
Aveyron	95,06	95,93	95,06
Bouches-Du-Rhône	99,97	100,30	99,97
Calvados	98,71	99,18	98,71
Auvergne	100,35	103,02	100,35
Charente	102,44	102,43	102,44
Charente-Maritime	102,50	102,59	102,50
Cher	84,96	84,75	84,96
Corrèze	94,11	94,53	94,11
Côte-D'Or	96,06	95,97	96,06
Cotes-D'Armor	96,96	98,25	96,96
Creuse	91,33	92,81	91,33
Dordogne	97,40	96,79	97,40
Doubs	100,26	100,64	100,26
Drome	101,71	100,53	101,71
Eure	91,65	94,03	91,65
Eure-Et-Loir	93,94	97,56	93,94
Finistère	99,18	99,58	99,18
Gard	93,68	94,04	93,68
Haute-Garonne	109,69	111,61	109,69
Midi-Pyrénées	103,82	104,97	103,82
Gironde	124,26	127,56	124,26
Hérault	99,01	99,28	99,01

Ille-Et-Vilaine	104,63	107,02	104,63
Indre	90,85	91,43	90,85
Indre-Et-Loire	103,41	103,67	103,41
Isère	97,78	99,70	97,78
Jura	100,28	101,30	100,28
Landes	99,08	101,53	99,08
Loir-Et-Cher	86,91	89,72	86,91
Loire	96,47	95,82	96,47
Auvergne	100,35	103,02	100,35
Loire-Atlantique	109,48	111,39	109,48
Loiret	94,38	93,75	94,38
Midi-Pyrénées	103,82	104,97	103,82
Lot-Et-Garonne	96,93	96,67	96,93
Languedoc-Roussillon	96,07	96,24	96,07
Maine-Et-Loire	96,77	99,43	96,77
Manche	99,14	98,73	99,14
Marne	94,37	96,62	94,37
Haute-Marne	91,84	91,27	91,84
Mayenne	96,41	99,48	96,41
Meurthe-Et-Moselle	98,84	98,07	98,84
Meuse	87,67	93,28	87,67
Morbihan	98,20	99,04	98,20
Moselle	95,83	97,44	95,83
Nièvre	87,34	88,63	87,34
Nord	103,67	103,83	103,67
Oise	97,96	98,52	97,96
Orne	97,44	93,93	97,44
Pas-De-Calais	101,24	102,06	101,24
Puy-De-Dôme	102,99	106,08	102,99
Pyrénées-Atlantiques	100,68	101,66	100,68
Hautes-Pyrénées	101,10	99,43	101,10
Pyrénées-Orientales	91,88	91,89	91,88
Bas-Rhin	104,94	104,61	104,94
Haut-Rhin	99,55	99,99	99,55
Rhône	114,18	116,19	114,18
Haute-Saône	98,53	100,33	98,53
Saône-Et-Loire	95,66	94,73	95,66
Sarthe	97,76	100,36	97,76
Savoie	109,44	112,88	109,44
Haute-Savoie	113,88	115,57	113,88
Seine-Maritime	95,76	95,88	95,76
Deux-Sèvres	98,28	98,15	98,28
Somme	93,99	96,23	93,99
Tarn	94,11	95,29	94,11
Tarn-Et-Garonne	93,01	94,70	93,01
Var	95,48	94,96	95,48
Vaucluse	95,49	97,55	95,49
Vendée	101,78	103,74	101,78
Vienne	98,45	98,65	98,45
Haute-Vienne	94,37	94,51	94,37
Vosges	89,14	94,24	89,14
Yonne	88,73	89,83	88,73
Territoire De Belfort	97,87	99,34	97,87
Corse (PACA)	96,90	97,10	96,90
Dom Tom (Province)	100,70	101,50	100,70

Ile de France : Appartements

Département	Indices définitifs T2 2017	Indices provisoires T3 2017	Indice retenu
Paris	118,39	123,05	118,39
Hauts-de-Seine	121,28	125,91	121,28
Seine-Saint-Denis	112,43	117,61	112,43

Val-de-Marne	115,78	120,23	115,78
Seine-et-Marne	100,53	102,21	100,53
Yvelines	108,15	111,19	108,15
Essonne	100,35	102,96	100,35
Val-d'Oise	101,60	104,02	101,60

Ile de France : Maisons

Département	Indices définitifs T2 2017	Indices provisoires T3 2017	Indice retenu
Paris	110,26	114,36	110,26
Hauts-de-Seine	114,14	118,46	114,14
Seine-Saint-Denis	107,35	111,80	107,35
Val-de-Marne	108,97	112,57	108,97
Seine-et-Marne	103,33	106,56	103,33
Yvelines	106,41	109,35	106,41
Essonne	104,81	107,62	104,81
Val-d'Oise	106,04	109,30	106,04

VI. – Attestation du contrôleur spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2017

(En application de l'article 5 du règlement 99-10 du CRBF)

En notre qualité de contrôleur spécifique de la société AXA Bank Europe SCF et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du CRBF, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des immeubles sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2017 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité du Directeur Général de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2017.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2017 ;
- des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler quant à la conformité aux dispositions prévues par les articles 2 à 4 du règlement 99-10 du CRBF, des modes et résultats d'évaluation des immeubles et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2017.

Cette attestation est régie par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou de la présente attestation, ou de toute question s'y rapportant.

Paris, le 22 juin 2018
 Le contrôleur spécifique
 Fides Audit
 représenté par Stéphane Massa

VII. – Rapport sur la qualité des actifs financés au 31 décembre 2017

Le présent rapport relatif à la qualité des actifs d'AXA Bank Europe SCF (la « société ») est établi, en application des dispositions de l'instruction n° 2011-I-07 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel du 15 septembre 2011, sur la base des données disponibles à la date du 31 décembre 2017.

AXA Bank Europe SCF est une société de crédit foncier régie par les articles L.513-2 et suivants du Code monétaire et financier (le « Code ») qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme

- d'AXA Bank Belgium (la maison-mère), en se portant acquéreur (de prêt hypothécaires originés par AXA Bank Belgium ou via des prêts sécurisés avec AXA Bank Belgium, en conformité avec les dispositions du Code ;

- d'AXA Banque (France), en se portant acquéreur d'un ou plusieurs Billets à Ordre Hypothécaires émis par AXA Banque (garantis par des prêts éligibles au refinancement conformément aux dispositions du Code) ou tout autre instrument éligible émis par AXA Banque (France), en conformité avec les dispositions du Code.

Jusqu'au 15 décembre 2017, AXA Bank Europe SCF détenait des titres Residential Mortgage Backed Securities (RMBS) émis par Royal Street, véhicule de titrisation de la maison-mère. Avec la trésorerie découlant du remboursement des RMBS à cette date, AXA Bank Europe SCF a acquis des prêts hypothécaires.

Le ratio de surcollateralisation légale (au sens de l'instruction 2014-I-16 c est à dire actifs éligibles versus passifs privilégiés) était de 112,90 % à la date du reporting donc supérieur au minimum de 105 %. Le ratio de surcollateralisation interne (actifs éligibles hors quotité refinançable nets de provisions versus passifs privilégiés) s'élevait à 122,20 %, supérieur au minimum de 112 %.

I. – Prêts hypothécaires

Ses actifs, acquis le 15 décembre 2017, sont exclusivement des crédits immobiliers sur le logement accordés par AXA Bank Belgium à des particuliers garantis par une hypothèque de premier rang portant sur des immeubles résidentiels situés en Belgique.

Les prêts cédés à AXA Bank Europe SCF continuent d'être gérés par AXA Bank Belgium conformément aux termes d'un contrat de gestion (Servicing Agreement).

Les prêts cédés par AXA Bank Belgium sont choisis sur base de critères de sélection garantissant :

- l'éligibilité des créances au regard des dispositions prévues par la loi belge ;
- l'éligibilité des créances au regard des dispositions prévues par la loi française pour les Société de Crédit Foncier (respect du Code Monétaire et Financier) ;
- la robustesse financière du portefeuille de créances cédées.

Les critères de sélection du portefeuille sont explicitement décrits dans le contrat de vente « Mortgage Loans Sale Agreement » et une synthèse est reprise en annexe I de ce document.

La cession initiale des créances entre AXA Bank Belgium et AXA Bank Europe SCF s'est déroulée le 15 décembre 2017, pour un montant nominal de 5,5 Mia €. Un processus de rechargement mensuel vise à maintenir ce montant constant.

A fin décembre 2017, le portefeuille de créances cédées et originées par AXA Bank Belgium avait les caractéristiques suivantes :

Résumé des statistiques au 31 décembre 2017

Solde restant dû	5 494 554 K€
Nombre de clients	42 253
Nombre de prêts	61 322
Taux d'intérêt moyen	2,39 %
Maturité restante moyenne (en année)	16,20
Age moyen (seasoning, en année)	2,7
Quotité initiale moyenne (ILTV)	68,96 %
Quotité courante moyenne (CLTV)	58,78 %
Taux d'endettement moyen (Debt to Income, DTI)	34,11 %

Des statistiques relatives aux garanties immobilières sous-jacentes plus complètes sont disponibles dans les High Transparency Templates publiés trimestriellement par AXA Bank Europe SCF ou en annexe de ce document.

Pour le calcul du ratio de couverture réglementaire, une pondération de 91,24 % est appliquée à ce portefeuille.

II. – Billets à Ordre.

Aux termes de l'article L.513-6 du Code modifié par la loi 2016-1691 datée du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (connue sous le nom de loi « Sapin II ») , les sociétés de crédit foncier peuvent acquérir sans limite des billets à ordre représentatifs de prêts garantis, éligibles aux sociétés de crédit foncier, et émis dans les conditions mentionnées aux articles L.313-42 à L.313-49 du Code.

La société détient des billets à ordre régis par les articles L.313-42 et suivant du code :

1. Un billet émis par AXA Banque (France), pour un montant de 450 Mio € le 18 novembre 2014 et à échéance le 18 novembre 2019.
2. Un billet émis par AXA Banque (France) pour un montant de 260 Mio € le 23 mars 2017 et à échéance le 23 mars 2024.
3. Un billet émis par AXA Banque (France) pour un montant de 260 Mio € le 23 mars 2017 et à échéance le 23 mars 2027.

Ces billets à ordre sont garantis exclusivement par un portefeuille de prêts immobiliers résidentiels éligibles et cautionnés émis par AXA Banque France. En application des dispositions de l'article L. 313-42 du Code monétaire et financier, les Billets à ordre Hypothécaires émis par AXA Banque (France) sont représentatifs de créances mobilisées à long terme

destinées au financement de biens immobiliers situés en France, respectant les conditions prévues au I de l'article L 513-3 et à celles figurant dans les articles R. 313-20 et R.313-21 dudit code.

Les critères de sélection et les caractéristiques du portefeuille mobilisé au titre du Billet sont explicitement décrits

- d'une part, dans la convention cadre de mobilisation de créances signée entre AXA Banque (France) et la Société le 13 novembre 2014, valable pour tous les Billets ;
- et d'autre part, dans les conventions de mobilisation de créances relatives à chaque billet à ordre et conclues entre AXA Banque (France) et la Société.

A fin décembre 2017, le portefeuille de créances mobilisées au titre du Billet à Ordre Hypothécaire avait les caractéristiques suivantes :

Résumé des statistiques du portefeuille mobilisé au titre du Billet à Ordre Hypothécaire	
Solde restant dû	1 110 775 K€
Nombre de clients	6 968
Nombre de prêts	7 295
Taux d'intérêt moyen	1,96 %
Age moyen (seasoning, en années)	1,87
Maturité restante moyenne (en années)	16,77
Quotité initiale moyenne (ILTV)	80,22
Quotité courante moyenne (CLTV)	71,54
Taux d'endettement moyen (Debt to Income, DTI)	25,19

Il n'y a pas de prêt non performant dans le portefeuille mobilisé. Le montant des provisions affectées est donc nul.

Le seul organisme de cautionnement garantissant les prêts garantis par une caution composant le portefeuille est Crédit Logement. Crédit Logement n'entre pas dans le périmètre de consolidation d'AXA et sa notation long terme actuelle est Aa3 pour Moody's et AA par DBRS. Tous les prêts garantis par une caution inclus dans le portefeuille apporté en garantie sont pondérés à 100 % pour le calcul du ratio de couverture mentionné à l'article R.513-8 du Code monétaire et financier. Des statistiques plus complètes sont disponibles dans le High Transparency Template qui est publié trimestriellement par AXA Bank Europe SCF et communiqué aux agences de notations.

III. – Prêts garantis.

En date du rapport, AXA Bank Europe SCF ne détient aucun prêt garanti bien que le prospectus EMTN l'autorise.

IV. – Expositions sur des personnes publiques.

AXA Bank Europe SCF détient un compte de dépôt à la Banque de France pour un montant de 211.916 K€.

V. – Organismes de titrisation et entités similaires.

AXA Bank Europe ne détient plus aucune part et/ou titre de créances d'organisme de titrisation et entités similaires.

VI. – Valeurs de remplacement.

Au 31 décembre 2017, les titres et valeurs suffisamment sûrs et liquides détenus par AXA Bank Europe SCF sont constitués de trois comptes bancaires pour un montant de 63 900 K€.

Conformément aux dispositions de l'article R.513-6 du Code, le conseil d'Administration d'AXA Bank Europe SCF s'est assuré, sur ce trimestre que le montant des valeurs de remplacement n'a pas excédé 15 % du montant nominal des obligations foncières et des autres ressources privilégiées émises ou levées par la société.

Au 31 décembre 2017, le montant nominal des obligations foncières de la société ressortait à 5,65 Mia €.

VII. — Remboursements anticipés.

Au 31 décembre 2017, un taux moyen de remboursement anticipé

- de 7,7 % a été observé sur les créances françaises ;
- de 7,3 % a été observé sur l'ensemble des créances belges originées par AXA Bank Belgium (c'est-à-dire aussi bien celles détenues au bilan de la SCF que celles encore sur le bilan d'AXA Bank Belgium)

Ces taux correspondent à la moyenne mobile des 60 derniers taux mensuels (à l'exclusion des observations de 2015 et 2016 jugées non représentatives pour une estimation du taux futur).

VIII. – Risque de change.

L'ensemble des instruments au bilan est libellé en Euro. Il n'y a donc pas de risque de change.

IX. – Risque de taux.

La gestion du risque de taux d'AXA Bank Europe SCF, sous traitée au département ALM et comme deuxième ligne de défense au département de gestion des risques d'AXA Bank Belgium, vise à protéger la marge d'AXA Bank Europe SCF. Par ailleurs, des objectifs en matière de solvabilité, de liquidité et de rentabilité (ainsi que le processus de gestion des risques) sont revus par le comité d'audit au minimum annuellement.

AXA Bank Europe SCF se couvre contre le risque de taux et pratique une politique de couverture systématique à la naissance du risque de taux.

La sensibilité au risque de taux de la valeur de marché d'ABE SCF pour un choc de taux à la hausse de la courbe avec 100 points de base est à fin décembre 2017 limité à 7,39 Mio € soit 2,79 % des fonds propres totaux tels que définis dans le Risk Appetite Statement. Cette exposition est fort limitée de par la position nette flottante aussi bien à l'actif qu'au passif du bilan. Un choc de taux à la baisse avec 100 points de base occasionne une perte de valeur de 12,5 Mio € soit 4,72 % des fonds propres. Ce chiffre pour un choc de taux à la baisse tient compte du floor de 0 % sur le coupon des instruments flottants de la SCF.

X. – Couverture du besoin de liquidité

La réglementation applicable depuis 2011 pour la couverture des besoins de liquidité stipule qu'AXA Bank Europe SCF doit pouvoir couvrir 180 jours de liquidité de manière permanente.

Un bilan de liquidité est produit tous les mois afin de s'assurer du respect de la couverture des besoins de liquidité à 180 jours. Jusqu'à présent, les flux sortants sont intégralement couverts par les flux prévisionnels de principal et d'intérêts sur les actifs.

De plus, une ligne de crédit existe entre AXA Bank Europe SCF et sa maison-mère couvrant au minimum 3 mois de liquidité sur les passifs privilégiés.

Dans le cas où ABE SCF ne serait pas à même de couvrir ses besoins de trésorerie par les autres moyens à sa disposition, conformément à l'article L. 515-32-1 du Code, en tant que société de crédit foncier, elle peut souscrire ses propres obligations foncières dans la limite de 10 pourcent de l'encours total des ressources bénéficiant du privilège à la date d'acquisition. Ce dans le seul but de les affecter en garantie des opérations de crédit de la Banque de France conformément aux procédures et conditions déterminées par cette dernière pour ses opérations de politique monétaire et de crédit intrajournalier.

Si vous avez des questions sur ce rapport, merci d'envoyer un message à Philippe.Colpin@axa.be.

Le 10 février 2017

Jean-Louis Stoefs

Directeur Général Adjoint

Annexe 1. – Principaux critères de la sélection appliqués au moment de l'acquisition des prêts hypothécaires belges

La liste des critères d'éligibilité, valable au moment de la vente initiale ou des rechargements, comprend notamment (et sans que cela soit exhaustif) les critères suivants :

- a) Tous les prêts octroyés l'ont été en regard d'une garantie située en Belgique uniquement.
- b) Aucun prêt n'a été octroyé avant le 1^{er} janvier 1995.
- c) Lors de l'octroi, le preneur résidait en Belgique.
- d) Chaque prêt a été octroyé, par ABB, en tant que prêt garanti par un bien immobilier résidentiel. Aucun prêt n'est garanti par un gage sur fonds de commerce ou par un privilège agricole.
- e) Chaque prêt, ainsi que chaque hypothèque associée, est régi par la loi Belge.
- f) ABB n'a plus d'obligation de libérer des fonds y compris pour les prêts qui initialement étaient des prêts à tranche libérables en fonction de l'avancement de la construction correspondante (« Prêts à la construction » / « Construction Loans »).
- g) Tous les prêts sont des prêts en amortissements et en remboursements mensuels.
- h) Aucun prêt n'est garanti par des instruments financiers, ni remboursé par reconstitution de capital par un fonds d'assurance (par exemple Branches 21 ou 23).
- i) Lors de l'octroi de chaque prêt, ABB a significé l'emprunteur de son obligation à contracter une assurance
 - i. Dommages et incendies (afin de couvrir les risques sur le bien mis en garantie)
 - ii. Décès (afin de couvrir le remboursement du prêt).
- j) Préalablement à l'octroi de tout crédit, ABB s'est assuré qu'un notaire a effectué une recherche sur le titre de propriété de l'emprunteur sur le bien, sur la validité du titre, et a constaté que les résultats de la dite recherche n'ont pas conduit à

refuser l'octroi du prêt (pas de litige sur le droit de propriété, ni sur tout autre aspect juridique lié à la sécurité sociale ou à la réserve de propriété ou à l'usufruit ou à tout autre raison hypothéquant le droit de toucher la revente éventuelle du bien en cas de défaut de l'emprunteur).

k) Aucun crédit ne peut avoir plus de 30 jours de retard au moment de la cession.

l) Tous les prêts ont une maturité restante au moins supérieure à un mois.

m) Tous les prêts ont une fréquence de changement de taux au moins supérieure ou égale à un an.

n) La somme du solde restant dû (CRD) de tous les prêts garantis par un même bien immobilier est inférieure à 480 000 €.

o) Pour chaque prêt :

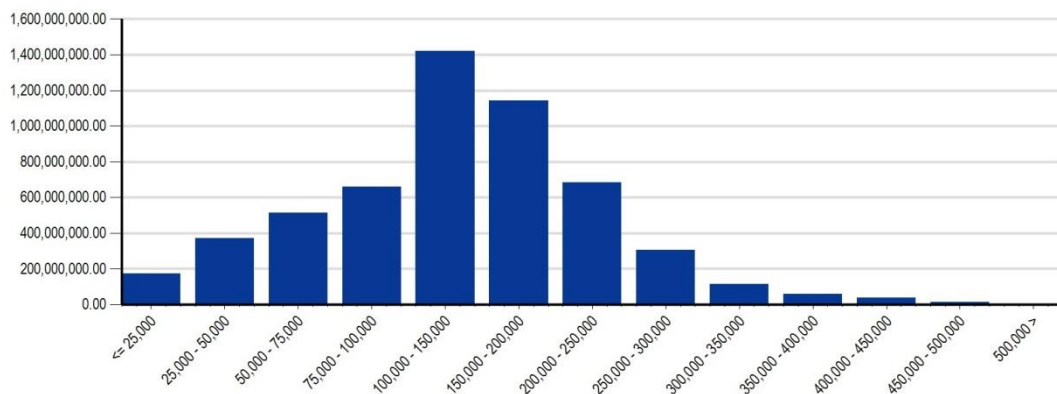
i. La quotité actualisée (la valeur du bien est obtenue en appliquant l'indexation valable pour la commune où est située le bien) est égale ou inférieure à 100 % ; et

ii. Le rapport « CRD/ inscription de premier rang » ou « Loan to Mortgage » (LTM) est égale ou inférieure à 200 %.

Annexe 2. – Principales statistiques relatives aux prêts hypothécaires belges détenus par AXA Bank Europe SCF

Mortgage Loan Size

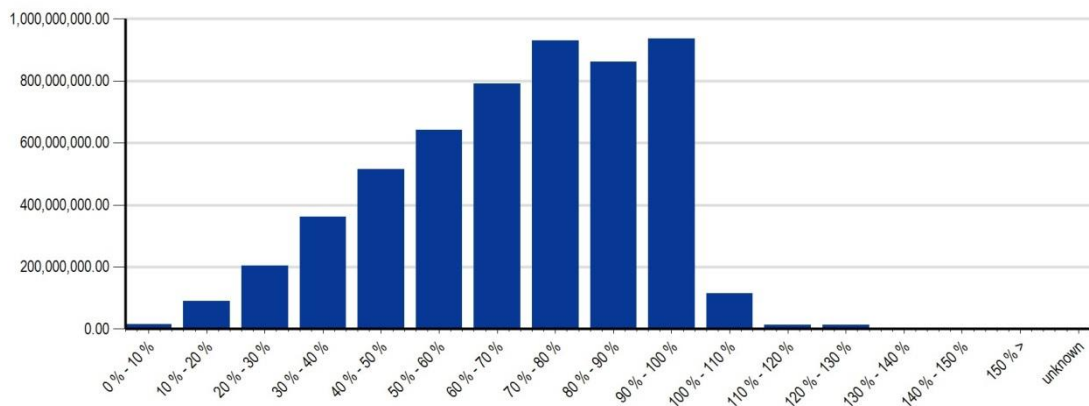
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
<= 25 000	172 587 139,68	3,14 %	12 454	20,31 %	2,79 %	10,71
25 000 - 50 000	372 888 060,77	6,79 %	10 072	16,42 %	2,56 %	11,58
50 000 - 75 000	514 471 183,80	9,36 %	8 251	13,46 %	2,46 %	12,85
75 000 - 100 000	658 084 272,25	11,98 %	7 534	12,29 %	2,39 %	14,71
100 000 - 150 000	1 420 333 244,20	25,85 %	11 528	18,80 %	2,39 %	16,48
150 000 - 200 000	1 143 934 630,82	20,82 %	6 631	10,81 %	2,35 %	17,83
200 000 - 250 000	682 523 933,54	12,42 %	3 088	5,04 %	2,32 %	18,82
250 000 - 300 000	305 548 194,42	5,56 %	1 129	1,84 %	2,24 %	18,90
300 000 - 350 000	115 384 465,19	2,10 %	360	0,59 %	2,27 %	18,81
350 000 - 400 000	57 569 280,45	1,05 %	156	0,25 %	2,19 %	18,83
400 000 - 450 000	38 753 222,22	0,71 %	92	0,15 %	2,17 %	17,46
450 000 - 500 000	12 476 754,75	0,23 %	27	0,04 %	2,11 %	17,81
500 000 >						
Total	5,494,554,382.09	100.00 %	61,322	100.00 %	2.39 %	16.20



Initial Loan to Initial Value (ILTV)

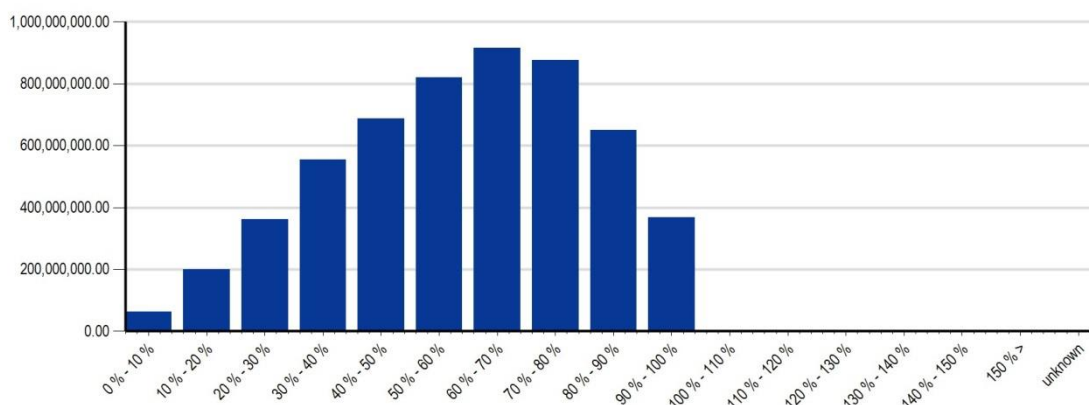
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0 % - 10 %	16 069 734,44	0,29 %	895	1,46 %	2,53 %	7,25
10 % - 20 %	90 861 531,51	1,65 %	2 958	4,82 %	2,51 %	8,87
20 % - 30 %	205 040 192,92	3,73 %	4 217	6,88 %	2,39 %	10,93
30 % - 40 %	361 821 552,93	6,59 %	5 700	9,30 %	2,36 %	12,66
40 % - 50 %	515 243 873,06	9,38 %	6 622	10,80 %	2,36 %	13,80
50 % - 60 %	642 515 595,82	11,69 %	7 311	11,92 %	2,30 %	14,98
60 % - 70 %	790 368 054,35	14,38 %	8 136	13,27 %	2,32 %	15,87
70 % - 80 %	929 338 993,67	16,91 %	8 683	14,16 %	2,36 %	16,97
80 % - 90 %	862 687 280,66	15,70 %	7 543	12,30 %	2,38 %	18,20
90 % - 100 %	936 629 385,36	17,05 %	7 672	12,51 %	2,54 %	19,16
100 % - 110 %	114 878 028,68	2,09 %	1 206	1,97 %	2,50 %	18,61

110 % - 120 %	13 231 542,61	0,24 %	170	0,28 %	2,43 %	15,77
120 % - 130 %	12 248 805,27	0,22 %	138	0,23 %	2,40 %	16,29
130 % - 140 %	1 569 067,66	0,03 %	21	0,03 %	1,84 %	12,79
140 % - 150 %	577 229,01	0,01 %	7	0,01 %	2,09 %	15,20
150 % >	1 466 740,07	0,03 %	42	0,07 %	2,51 %	10,91
Unknown	6 774,07	0,00 %	1	0,00 %	4,34 %	1,08
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



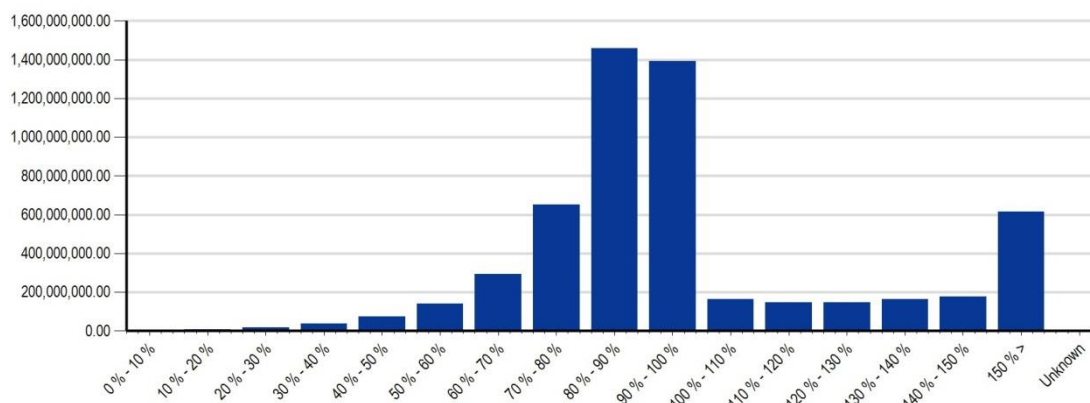
Current Loan to Current Value (CLTCV)

From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0 % - 10 %	62 795 414,87	1,14 %	3 658	5,97 %	2,94 %	5,87
10 % - 20 %	199 346 640,68	3,63 %	5 061	8,25 %	2,50 %	8,94
20 % - 30 %	360 976 706,20	6,57 %	6 186	10,09 %	2,36 %	11,38
30 % - 40 %	555 259 679,63	10,11 %	7 370	12,02 %	2,31 %	13,12
40 % - 50 %	687 962 211,53	12,52 %	7 816	12,75 %	2,27 %	14,53
50 % - 60 %	819 318 473,56	14,91 %	8 084	13,18 %	2,31 %	15,75
60 % - 70 %	914 903 654,90	16,65 %	8 118	13,24 %	2,36 %	17,04
70 % - 80 %	875 532 021,43	15,93 %	7 220	11,77 %	2,41 %	18,57
80 % - 90 %	650 037 447,60	11,83 %	5 063	8,26 %	2,55 %	19,79
90 % - 100 %	367 215 189,63	6,68 %	2 733	4,46 %	2,52 %	21,37
100 % - 110 %	567 871,63	0,01 %	5	0,01 %	1,85 %	19,33
110 % - 120 %	469 898,03	0,01 %	5	0,01 %	2,10 %	23,86
120 % - 130 %						
130 % - 140 %						
140 % - 150 %						
150 % >	162 398,33	0,00 %	2	0,00 %	2,21 %	22,50
Unknown	6 774,07	0,00 %	1	0,00 %	4,34 %	1,08
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Current Loan to Mortgage (CLTM)

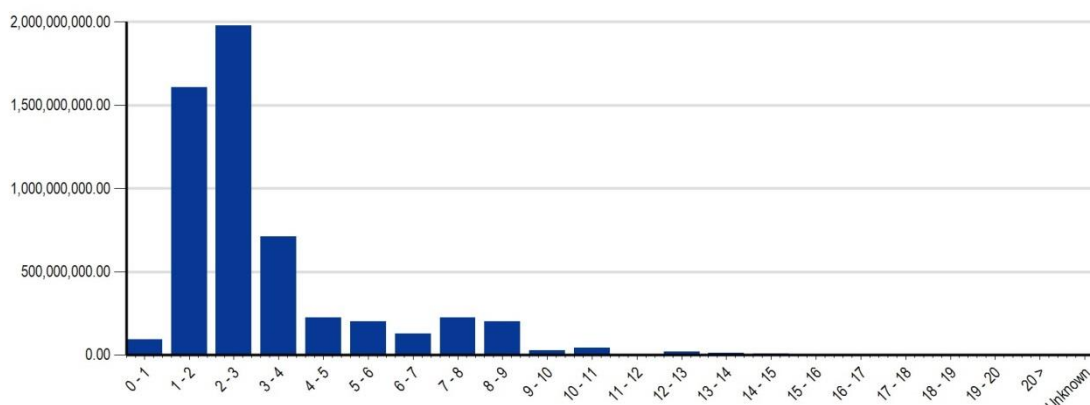
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0 % - 10 %	1 412 320,05	0,03 %	276	0,45 %	3,76 %	2,81
10 % - 20 %	7 445 393,45	0,14 %	728	1,19 %	3,38 %	3,69
20 % - 30 %	18 832 696,85	0,34 %	1 055	1,72 %	2,97 %	5,45
30 % - 40 %	36 604 377,24	0,67 %	1 334	2,18 %	2,84 %	7,27
40 % - 50 %	74 124 330,26	1,35 %	2 014	3,28 %	2,69 %	8,72
50 % - 60 %	141 231 752,55	2,57 %	2 931	4,78 %	2,50 %	9,51
60 % - 70 %	293 440 292,80	5,34 %	4 858	7,92 %	2,41 %	11,05
70 % - 80 %	652 957 367,05	11,88 %	8 529	13,91 %	2,37 %	13,29
80 % - 90 %	1 458 102 270,74	26,54 %	14 458	23,58 %	2,50 %	16,51
90 % - 100 %	1 392 718 790,31	25,35 %	12 171	19,85 %	2,47 %	20,14
100 % - 110 %	164 028 082,27	2,99 %	1 959	3,19 %	2,27 %	16,29
110 % - 120 %	146 961 807,15	2,67 %	1 617	2,64 %	2,16 %	15,21
120 % - 130 %	147 983 665,11	2,69 %	1 592	2,60 %	2,15 %	15,13
130 % - 140 %	163 401 740,64	2,97 %	1 523	2,48 %	2,12 %	15,55
140 % - 150 %	178 558 128,08	3,25 %	1 574	2,57 %	2,09 %	15,57
150 % >	616 691 433,95	11,22 %	4 701	7,67 %	2,12 %	16,43
Unknown	59 933,59	0,00 %	2	0,00 %	2,81 %	4,48
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Seasoning (in years)

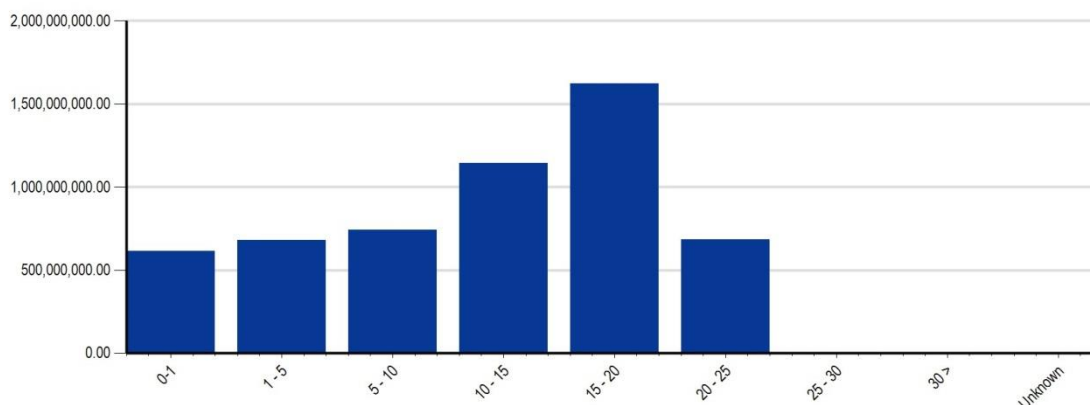
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0 - 1	94 642 923,23	1,72 %	1 180	1,92 %	2,23 %	16,64
1 - 2	1 609 063 654,33	29,28 %	15 271	24,90 %	2,11 %	16,93
2 - 3	1 979 385 819,31	36,02 %	19 031	31,03 %	2,44 %	16,94
3 - 4	712 360 444,22	12,96 %	7 678	12,52 %	2,77 %	16,32
4 - 5	225 063 030,66	4,10 %	3 010	4,91 %	3,25 %	15,48
5 - 6	199 943 009,50	3,64 %	2 804	4,57 %	2,60 %	14,57
6 - 7	128 557 029,98	2,34 %	2 054	3,35 %	2,15 %	14,01
7 - 8	225 427 339,70	4,10 %	3 412	5,56 %	1,89 %	13,86
8 - 9	200 980 766,02	3,66 %	3 403	5,55 %	1,81 %	12,67
9 - 10	26 958 815,53	0,49 %	853	1,39 %	4,55 %	10,67
10 - 11	44 535 048,97	0,81 %	1 148	1,87 %	4,17 %	10,07
11 - 12	5 898 976,28	0,11 %	176	0,29 %	2,92 %	10,13
12 - 13	18 185 280,20	0,33 %	486	0,79 %	1,42 %	10,37
13 - 14	11 871 960,00	0,22 %	299	0,49 %	1,13 %	9,69
14 - 15	6 708 499,13	0,12 %	215	0,35 %	1,63 %	8,42
15 - 16	1 151 273,41	0,02 %	51	0,08 %	3,80 %	6,15
16 - 17	1 343 443,99	0,02 %	72	0,12 %	4,04 %	4,37
17 - 18	1 818 168,08	0,03 %	117	0,19 %	3,66 %	4,29
18 - 19	431 882,71	0,01 %	34	0,06 %	3,62 %	3,88
19 - 20	92 995,49	0,00 %	17	0,03 %	4,19 %	2,02

20 >	134 021,35	0,00 %	11	0,02 %	3,81 %	2,85
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Remaining Term to Interest Reset (in years)

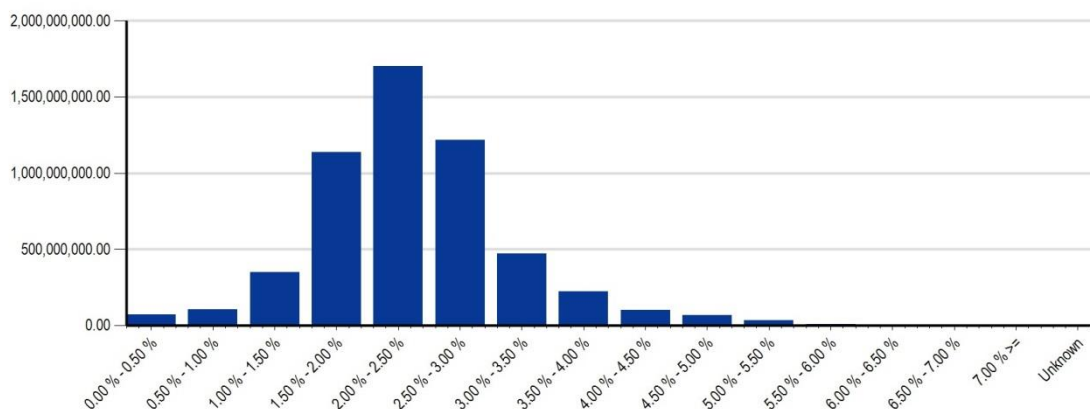
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0-1	615 548 494,17	11,20 %	8 453	13,78 %	1,96 %	15,77
1 - 5	682 392 741,07	12,42 %	9 703	15,82 %	2,07 %	16,78
5 - 10	742 325 312,55	13,51 %	11 769	19,19 %	2,44 %	10,65
10 - 15	1 145 373 632,82	20,85 %	12 529	20,43 %	2,47 %	13,46
15 - 20	1 623 413 893,49	29,55 %	13 728	22,39 %	2,46 %	17,83
20 - 25	685 500 307,99	12,48 %	5 140	8,38 %	2,74 %	22,77
25 - 30						
30 >						
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Interest Rate Group

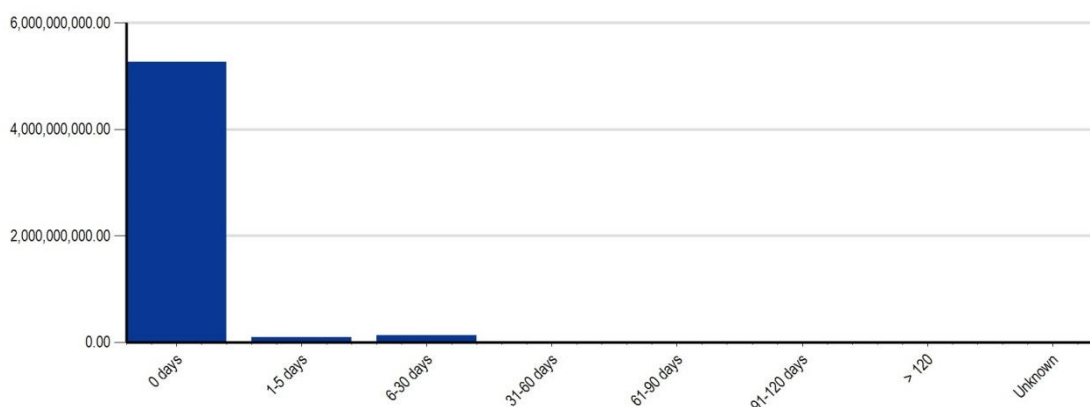
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0,00 % - 0,50 %	71 359 533,43	1,30 %	847	1,38 %	0,12 %	15,35
0,50 % - 1,00 %	104 501 352,55	1,90 %	1 406	2,29 %	0,80 %	13,38
1,00 % - 1,50 %	350 652 967,32	6,38 %	4 484	7,31 %	1,29 %	13,82
1,50 % - 2,00 %	1 136 653 458,91	20,69 %	11 892	19,39 %	1,81 %	15,04
2,00 % - 2,50 %	1 701 456 740,36	30,97 %	15 883	25,90 %	2,26 %	16,67
2,50 % - 3,00 %	1 219 837 173,50	22,20 %	12 246	19,97 %	2,72 %	17,80
3,00 % - 3,50 %	472 250 907,45	8,59 %	5 715	9,32 %	3,22 %	17,07
3,50 % - 4,00 %	221 888 096,88	4,04 %	3 519	5,74 %	3,73 %	16,21

4,00 % - 4,50 %	103 561 489,43	1,88 %	2 233	3,64 %	4,24 %	13,93
4,50 % - 5,00 %	66 770 673,28	1,22 %	1 692	2,76 %	4,73 %	13,10
5,00 % - 5,50 %	33 632 494,21	0,61 %	939	1,53 %	5,23 %	12,24
5,50 % - 6,00 %	8 769 515,53	0,16 %	304	0,50 %	5,71 %	12,06
6,00 % - 6,50 %	2 917 673,80	0,05 %	141	0,23 %	6,22 %	9,07
6,50 % - 7,00 %	236 541,70	0,00 %	17	0,03 %	6,67 %	4,96
7,00 % >=	65 763,74	0,00 %	4	0,01 %	7,31 %	7,19
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Delinquency Profile

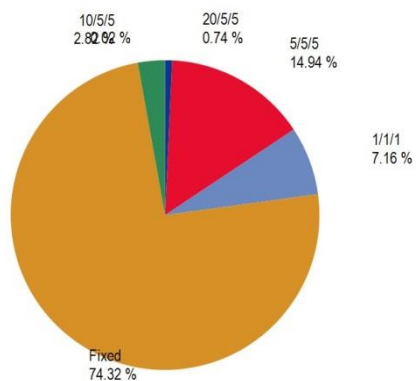
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0 days	5 264 639 909,38	95,82 %	58 544	95,47 %	2,38 %	16,22
1-5 days	93 162 107,88	1,70 %	1 114	1,82 %	2,59 %	16,02
6-30 days	124 498 553,23	2,27 %	1 544	2,52 %	2,66 %	15,77
31-60 days	12 126 051,19	0,22 %	119	0,19 %	2,92 %	16,90
61-90 days	127 760,41	0,00 %	1	0,00 %	0,77 %	17,83
91-120 days						
> 120						
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Interest Type

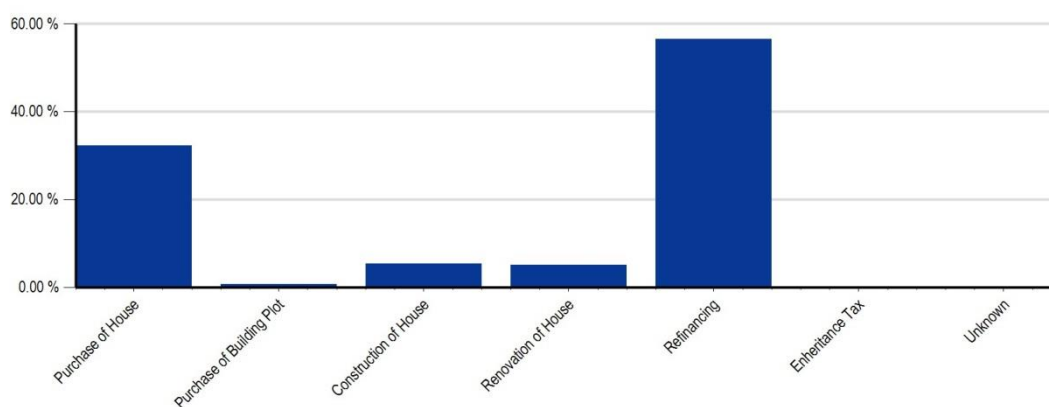
Description	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
3/1/1	182 282,33	0,00 %	8	0,01 %	1,03 %	5,38
20/5/5	40 581 189,22	0,74 %	412	0,67 %	3,49 %	19,78
5/5/5	820 981 513,08	14,94 %	7 775	12,68 %	2,07 %	18,96

1/1/1	393 614 372,00	7,16 %	5 411	8,82 %	1,46 %	13,93
Fixed	4 083 617 395,30	74,32 %	46 313	75,52 %	2,51 %	15,68
10/5/5	154 690 854,11	2,82 %	1 380	2,25 %	2,87 %	20,24
15/5/5	886 776,05	0,02 %	23	0,04 %	3,44 %	10,36
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Loan Purpose

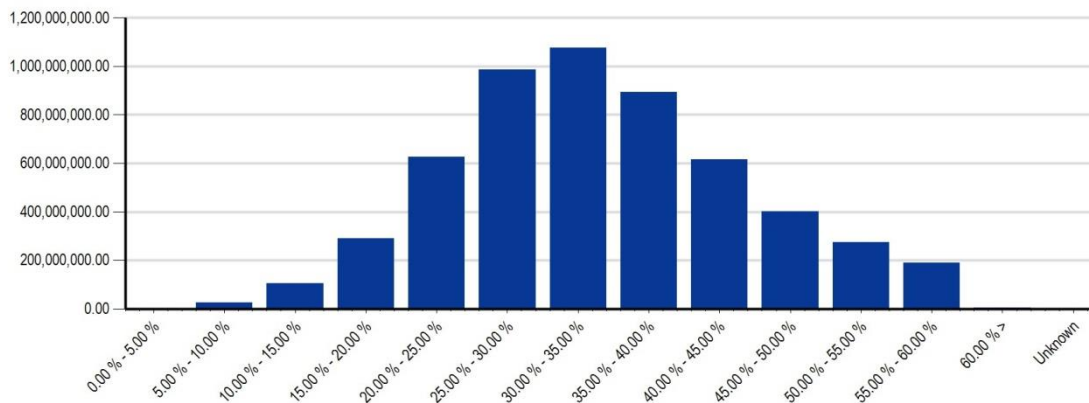
Description	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
Purchase of House	1 776 317 389,27	32,33 %	17 659	28,80 %	2,42 %	16,79
Purchase of Building Plot	36 645 748,06	0,67 %	662	1,08 %	2,42 %	15,35
Construction of House	292 360 295,12	5,32 %	3 062	4,99 %	2,20 %	16,99
Renovation of House	278 502 245,96	5,07 %	9 900	16,14 %	2,55 %	15,36
Refinancing	3 108 213 749,94	56,57 %	29 981	48,89 %	2,37 %	15,88
Enheritance Tax	2 514 953,74	0,05 %	58	0,09 %	2,62 %	11,92
Unknown						
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Debt to Income (DTI)

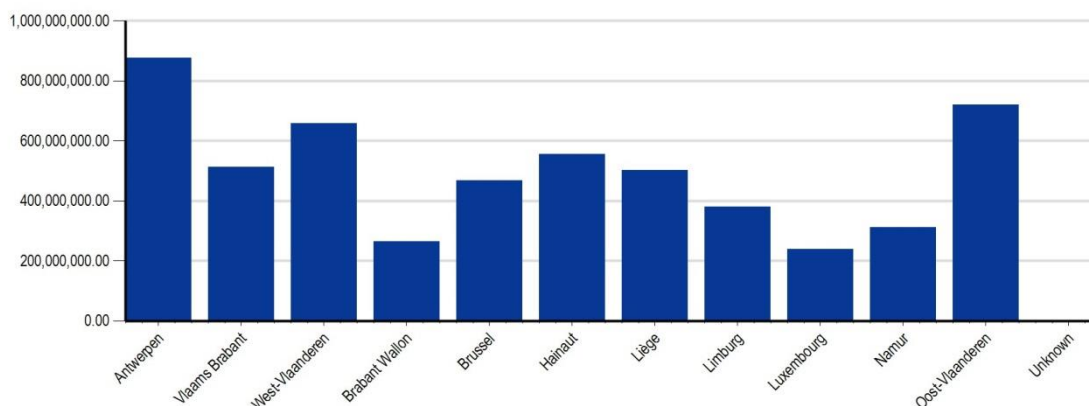
From (>) Until (<=)	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
0,00 % - 5,00 %	1 882 023,70	0,03 %	104	0,17 %	2,55 %	9,69
5,00 % - 10,00 %	24 949 492,23	0,45 %	921	1,50 %	2,50 %	10,57
10,00 % - 15,00 %	104 546 660,33	1,90 %	2 544	4,15 %	2,38 %	12,06
15,00 % - 20,00 %	291 028 449,81	5,30 %	4 870	7,94 %	2,34 %	13,90
20,00 % - 25,00 %	625 759 718,06	11,39 %	8 165	13,31 %	2,33 %	15,22
25,00 % - 30,00 %	986 053 656,05	17,95 %	10 887	17,75 %	2,35 %	16,13
30,00 % - 35,00 %	1 077 371 053,97	19,61 %	11 126	18,14 %	2,39 %	16,76

35,00 % - 40,00 %	895 245 710,55	16,29 %	8 828	14,40 %	2,42 %	16,93
40,00 % - 45,00 %	614 979 210,98	11,19 %	5 932	9,67 %	2,43 %	16,89
45,00 % - 50,00 %	401 430 795,41	7,31 %	3 755	6,12 %	2,45 %	16,65
50,00 % - 55,00 %	275 232 109,89	5,01 %	2 455	4,00 %	2,41 %	16,50
55,00 % - 60,00 %	190 189 695,06	3,46 %	1 688	2,75 %	2,42 %	16,26
60,00 % >	5 480 574,14	0,10 %	42	0,07 %	2,29 %	16,95
Unknown	405 231,91	0,01 %	5	0,01 %	2,47 %	16,28
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



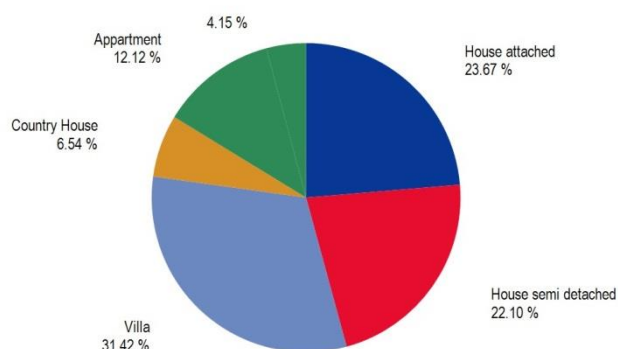
Geographical Distribution

Description	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
Antwerpen	877 211 898,19	15,97 %	9 950	16,23 %	2,32 %	16,15
Vlaams Brabant	513 219 224,44	9,34 %	4 894	7,98 %	2,28 %	16,03
West-Vlaanderen	658 843 566,74	11,99 %	8 068	13,16 %	2,32 %	16,24
Brabant Wallon	265 238 768,68	4,83 %	2 244	3,66 %	2,33 %	16,19
Brussel	468 771 335,19	8,53 %	3 889	6,34 %	2,37 %	15,50
Hainaut	556 214 337,25	10,12 %	7 079	11,54 %	2,65 %	16,50
Liège	502 662 647,28	9,15 %	6 090	9,93 %	2,47 %	16,14
Limburg	381 423 529,41	6,94 %	4 700	7,66 %	2,34 %	17,11
Luxembourg	239 084 406,50	4,35 %	2 556	4,17 %	2,52 %	15,89
Namur	311 563 851,85	5,67 %	3 672	5,99 %	2,52 %	16,45
Oost-Vlaanderen	720 314 042,49	13,11 %	8 179	13,34 %	2,31 %	16,15
Unknown	6 774,07	0,00 %	1	0,00 %	4,34 %	1,08
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



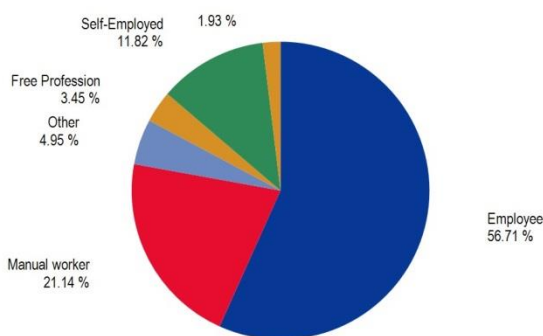
Property Type

Description	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
House attached	1 300 310 698,81	23,67 %	15 249	24,87 %	2,49 %	16,55
House semi detached	1 214 488 957,15	22,10 %	13 659	22,27 %	2,40 %	16,80
Villa	1 726 322 981,52	31,42 %	17 768	28,97 %	2,30 %	16,09
Bungalow	81 671 640,47	1,49 %	1 019	1,66 %	2,42 %	16,06
Country House	359 502 394,68	6,54 %	4 264	6,95 %	2,36 %	16,08
Appartment	666 101 940,47	12,12 %	7 909	12,90 %	2,40 %	15,14
Residential Property	114 240 800,86	2,08 %	977	1,59 %	2,37 %	14,88
Mixed Property	162 252,47	0,00 %	2	0,00 %	0,01 %	19,08
Residential Plot	23 723 391,44	0,43 %	383	0,62 %	2,57 %	13,96
Commercial use						
Other						
Agricultural Land						
Loft	7 063 088,89	0,13 %	69	0,11 %	2,13 %	16,68
Chalet	959 461,26	0,02 %	22	0,04 %	3,19 %	12,93
Unknown	6 774,07	0,00 %	1	0,00 %	4,34 %	1,08
Total	5 494 554 382,09	100,00 %	61 322	100,00 %	2,39 %	16,20



Employment

	Outstanding Amount	% of Total	Nr of Loans	% of Total	W/A Coupon	W/A Maturity
Employee	3 116 617 272 ,98	56 ,72 %	33 672	54 ,91 %	2 ,31 %	16 ,07
Manual worker	1 161 398 705 ,74	21 ,14 %	14 575	23 ,77 %	2 ,61 %	17 ,20
Retired	37 158 023 ,72	0 ,68	849	1 ,38 %	2 ,66 %	10 ,67
Other	271 937 190 ,37	4 ,95	3 087	5 ,03 %	2 ,38 %	16 ,19
Student	42 934 004 ,32	0 ,78	398	0 ,65 %	2 ,33 %	18 ,31
Unemployed	25 704 415 ,28	0 ,47	364	0 ,59 %	2 ,68 %	15 ,56
Free Profession	189 334 872 ,58	3 ,45	1 637	2 ,67 %	2 ,16 %	14 ,82
Self-Employed	649 469 897 ,10	11 ,82	6 740	10 ,99 %	2 ,39 %	15 ,67
Unknown						
Total	5 494 554 382 ,09	100 ,00 %	61 322	100 ,00 %	2 ,39 %	16 ,20



VIII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AXA Bank Europe SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle sont les suivants :

- émission de lettre de confort dans le cadre de la mise à jour du programme d'émission ;
- travaux de vérification de la présence et de la sincérité des informations sociales, environnementales et sociétales publiées dans le rapport de gestion.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Transformation d'AXA Bank Europe SCF – Modification de la structure de l'actif**Risque identifié**

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes sociaux, AXA Bank Europe SCF a procédé à une modification de l'actif de son bilan au cours de l'exercice 2017.

A la suite de la levée d'une exception réglementaire dont bénéficiait la société, les actifs sous forme de tranches de créance hypothécaire résidentielle titrisée (RMBS), ne sont considérés comme des actifs de couverture qu'à hauteur de 10 % du montant nominal des obligations foncières émises.

AXA Bank Belgium et AXA Bank Europe SCF ont donc conclu un contrat de vente de prêt immobilier résidentiel par lequel AXA Bank Europe SCF a acquis des prêts émis par AXA Bank Belgium. Cette opération a été principalement financée par le produit du remboursement des RMBS émis par le véhicule de titrisation Royal Street.

Nous avons considéré cette opération de transformation comme un point clé de l'audit en raison :

- du risque d' incidence matérielle sur les résultats de la banque ;
- de la complexité née de la nature de l' opération et de sa mise en place opérationnelle ;
- de la réorganisation du processus d' arrêté des comptes qui s' en est suivie.

Notre réponse

Nos diligences pour valider la correcte retranscription dans les comptes de cette opération ont été lancées en amont de sa réalisation effective.

Nous avons pris part aux réunions des instances de gouvernance (comité d'audit et conseil d'administration) qui ont discuté et validé cette opération.

Nous avons obtenu et analysé la documentation juridique ainsi que les écritures comptables enregistrées.

Nous avons réalisé des tests en vue de vérifier l' existence, l' exhaustivité et l' exactitude des mouvements ainsi qu' apprécier les résultats constatés.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante ces informations n'incluent pas les rémunérations et avantages versés, par la société contrôlant votre société, aux mandataires sociaux concernés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société AXA Bank Europe SCF par les statuts le 8 avril 2010 pour le cabinet Mazars et pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2017, nos deux cabinets étaient dans la 8^e année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris La Défense, le 30 mars 2018
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Jean-Pierre Bouchart

Mazars
Claire Gueydan

IV. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.